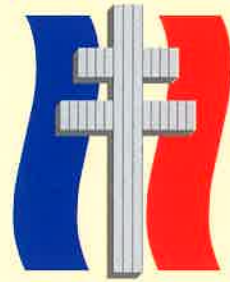


# Fondation de la France Libre

Opération Amherst (avril 1945) :  
Les SAS français sautent sur les Pays-Bas



# Sommaire



Revue d'information trimestrielle de la Fondation de la France Libre  
Parution : Juin 2025  
Numéro 95

En couverture :

Parachutistes des sticks Tupët-Thomé et Anspach, le 7 avril 1945 (coll. Jacir)

## La Vie de la Fondation

Le mot du président	1
Le 18 Juin à Paris	1
Inauguration de l'exposition temporaire au musée de l'Armée	2
Les conférences de la Fondation	2-4

## Histoire

Du ciel la liberté, <i>Vrijheid uit de hemel</i> . Opération Amherst, avril 1945, les parachutistes français du SAS dans la libération de la Hollande	5-10
Un pharmacien breton dans la France Libre, ou l'histoire des archives anonymes	11-15
Il y a 50 ans... disparaissait le général Paul Legentilhomme (1884 - 1975)	16-18

## Culture

19

## Carnet

20

## Dans les délégations

21

N° commission paritaire : 0227 A 05624  
N° ISSN : 1630-5078  
Reconnue d'utilité publique (Décret du 16 juin 1994)  
RÉDACTION, ADMINISTRATION, PUBLICITÉ :  
16, cour des Petites-Écuries - 75010 Paris  
Tél. : 01 53 62 81 82 - Fax : 01 53 62 81 80  
E-mail : jerome.maubec@france-libre.net  
VERSEMENTS : CCP Fondation de la France Libre  
Paris CCP La Source 42495 11 Z  
Prix au N° : 7,50 Euros  
Abonnement annuel : 30 Euros

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication - loi du 11 mars 1957 - sans autorisation de l'éditeur.

MISE EN PAGE, IMPRESSION, ROUTAGE :  
Imprimerie : db PRINT 03 20 28 83 20  
dépôt légal 3<sup>e</sup> trimestre 2025  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Général Robert BRESSE  
RÉDACTEUR EN CHEF : Jérôme MAUBEC  
CONCEPTION GRAPHIQUE : db PRINT

## VIE DE LA FONDATION

### Le mot du président



Le chantier du rapprochement avec la Fondation de la Résistance, dans la perspective d'une union, parvient en juin dans sa phase décisionnelle. Dans chacune des deux fondations contractantes, une réunion formelle du bureau a approuvé les termes des statuts de la future fondation ainsi que du traité de fusion et décidé de convoquer le conseil à une réunion extraordinaire, deux mois après celle du bureau, pour en débattre. Ce sera chose faite le 17 juin pour notre Fondation et le 19 juin pour la Fondation de la Résistance.

Si la réponse de chacun des conseils d'administration est positive, il faudra l'officialiser par un second conseil d'administration extraordinaire, deux mois après.

Il convient de s'interroger sur l'impact de cette fusion envisagée. Pour ce qui concerne le niveau local, la compétence de nos délégués sera élargie à l'ensemble des domaines couverts par chacune des deux fondations mères, notamment dans le cadre du CNRD. Ceci impliquera de rédiger et diffuser de nouvelles lettres d'intronisation auprès des autorités locales.

Les choses seront probablement un peu plus compliquées au niveau central, car les deux fondations ont des personnalités différentes. De manière très schématique et donc réductrice, la Fondation de la Résistance est très ancrée à Paris et orientée vers la recherche universitaire. La Fondation de la France Libre, appuyée sur ses délégations locales, est plus « girondine ». Il n'y a là rien d'insurmontable mais il faudra un peu de temps pour forger une âme à la nouvelle Fondation.

De manière tout à fait opportune, 2025 est l'année de réunion de notre convention, prévue le 15 octobre. Ceci constitue une opportunité pour informer et débattre, mais aussi et surtout pour élire votre représentant au sein d'un conseil d'administration réduit à quinze membres. Ne manquez surtout pas cette opportunité.

**Général Robert Bresse**

### Le 18 Juin à Paris

Pour le 85<sup>e</sup> anniversaire de l'Appel lancé, le 18 juin 1940, depuis Londres, sur les ondes de la BBC, par le général de Gaulle, le général Robert Bresse, président de la Fondation de la France Libre, a tenu à adresser à chacun le message suivant :

« Voici exactement quatre-vingt-cinq ans, à la radio de Londres, le général de Gaulle lançait son appel à refuser la défaite. Au fil des années, dans une Europe se persuadant, après la disparition de l'Union Soviétique, qu'elle connaîtrait une paix perpétuelle à l'ombre du grand allié américain, la pertinence de cet appel a semblé s'émousser. Pourtant son auteur y avait par avance déjà répondu à la fin de ses *Mémoires de guerre*. Observant les cycles de vie de la campagne environnante à Colombey-les-Deux-Eglises, le Général écrit : « Je me sens traversé par un réconfort secret. Puisque tout recommence toujours, ce que j'ai fait sera, tôt ou tard, source d'ardeurs nouvelles, après que j'aurai disparu ».

Ce texte est prémonitoire. Non seulement la formule clôturant l'appel du 18 juin 1940 « la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas » n'est pas près de s'émousser, mais elle a retrouvé sa pertinence. Elle s'étend même à présent à une Europe qui, après l'agression de l'Ukraine par la Russie, a dû faire son deuil de l'illusion de la paix éternelle, puis s'est trouvée confrontée au doute quant à la pérennité de la protection américaine et à l'inquiétude devant l'embrassement du Moyen-Orient.

Tout ceci questionne davantage notre capacité à réagir et à résister en négligeant ce qui nous divise au profit de ce qui nous

rassemble. Dans ce cadre il est bon de nous souvenir de ceux, Français Libres et Résistants de la première heure, qui n'ont pas hésité ni douté, quelle que soit leur appartenance, politique, philosophique ou religieuse. Il est bon de rappeler les valeurs pour lesquelles ils ont accepté de se sacrifier et tout particulièrement la première, la Liberté. Il est bon de porter comme ils l'ont fait un message de courage, un message de dépassement des particularismes, un message d'union, un message d'espoir en l'Homme et en l'avenir ».

À Paris, les cérémonies organisées par la Fondation de la France Libre, le mercredi 18 juin 2025, ont débuté par un



Cérémonie à la statue du général de Gaulle, place Clemenceau, en présence du général Bresse, Président de la Fondation de la France Libre, et de Madame Jeanne d'Hauteserre, maire du 8<sup>e</sup> arrondissement (© Soline Charuel)

dépôt de gerbes au monument aux Morts de la France Libre, sur l'esplanade du musée d'Arts modernes (Palais de Tokyo). La cérémonie était présidée par le général Bresse et Madame Laurence Patrice, adjointe à la Maire de Paris en charge de la mémoire et du monde combattant. Michel Kempf, porte-drapeau national de la Fondation de la France Libre, était également présent. Puis, les participants se sont réunis au pied de la statue du général de Gaulle, sur les Champs-Élysées, où le général Bresse et M<sup>me</sup> Jeanne d'Hauteserre, maire du 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ont déposé une gerbe. S'en est suivi la lecture de l'Appel du général de Gaulle. La journée s'est conclue à l'Arc de triomphe, pour le ravivage de la flamme, où la Fondation de la France Libre a également déposé une Croix de Lorraine.

## Inauguration de l'exposition temporaire au musée de l'Armée : La 1<sup>re</sup> DFL dans le massif de l'Authion



Différents objets sont exposés pour témoigner de l'engagement de la 1<sup>re</sup> DFL dans les combats de l'Authion, dont la flamme de jeep du chef de bataillon Brunet de Saigné, chef d'état-major de la 1<sup>re</sup> DFL (prêt du Musée de l'Ordre de la Libération) (coll. Christophe Bayard)

Le mercredi 9 avril 2025, à 18 heures 30, à l'Historial Charles de Gaulle (musée de l'Armée), la Fondation de la France Libre était présente pour l'inauguration de l'exposition temporaire dédiée aux à la 1<sup>re</sup> Division Française Libre (1<sup>re</sup> DFL) dans le massif de l'Authion. L'exposition réalisée avec le soutien de la Fondation de la France Libre, en partenariat avec le musée de l'Ordre de la Libération et l'ECPAD, constitue le dernier épisode des *Combats oubliés des Forces Françaises libres*.

Au cours de la soirée, les deux commissaires de l'exposition, Vincent Giraudier (chef du département de l'Historial Charles de Gaulle) et le Lieutenant-colonel Philippe Guyot (chef du

département Artillerie) ont rappelé les enjeux militaires et politiques de l'engagement de la 1<sup>re</sup> DFL face au massif de l'Authion dans les Alpes-Maritimes, en avril 1945.

L'exposition est ouverte au public, sur présentation d'un billet du musée de l'Armée, jusqu'au mois de novembre 2025.

### La rédaction



Le public était au rendez-vous pour écouter les explications des commissaires de l'exposition. Le Lieutenant-colonel Philippe Guyot est revenu sur les difficultés de mener des combats à 2 000 mètres d'altitude (coll. Christophe Bayard)

## Les conférences de la Fondation

### André Bollier « Vélin ». Artisan héroïque des journaux clandestins (1920-1944)

Le mercredi 19 mars 2025, la Fondation de la France Libre a eu le plaisir d'accueillir dans ses locaux Vianney Bollier, président de l'association X Résistance, administrateur de la Société des amis du musée de l'Ordre de la Libération et Trésorier de la Fondation de la France Libre. La soirée a été consacrée à l'histoire de son père, André Bollier, Compagnon de la Libération, dont la vie a été retracée en 2023 dans l'ouvrage *André Bollier « Vélin ». Artisan héroïque des journaux clandestins (1920-1944)* (Éditions du Félin), primé par le Souvenir Français et l'Association des Familles de Compagnons de la Libération.

Né quelques mois après le décès de son père, Vianney Bollier a souhaité

mettre en lumière la vie brève mais intense et brillante d'André Bollier.

Né en 1920 à Paris, André Bollier est issu d'une famille cosmopolite, avec un père né à Zurich et une mère née à Boston, de parents français émigrés aux États-Unis. De nationalité suisse, il obtient la nationalité française au milieu des années 1920. Ses capacités scolaires sont extraordinaires : en 1932, André Bollier passe le certificat d'études, puis rejoint le lycée Janson de Sully où il passe le baccalauréat à 16 ans et est primé au concours général en mathématiques et physique. Après une préparation aux grandes écoles scientifiques, son chemin le mène vers l'École polytechnique, en continuant de lier ses loisirs autour du piano et des jeux (poker, bridge...).

À Noël 1938, âgé de 18 ans, André Bollier rencontre, à Tignes, Noëlle



Le 19 mars 2025, Vianney Bollier est venu à la Fondation de la France Libre présenter son ouvrage *André Bollier « Vélin ». Artisan héroïque des journaux clandestins (1920-1944)* (coll. Christophe Bayard)

Benoit âgée de 20 ans et étudiante à la Sorbonne. Au cours du premier semestre 1939, les deux amoureux se voient le plus souvent possible mais le déclenchement de la guerre enraille le bon déroulé de leur relation. Envoyé à l'école d'officiers de Fontainebleau au début de la guerre, André Bollier devient sous-lieutenant d'artillerie en février 1940. Sa Drôle de Guerre se déroule dans l'Est de la France, dans la région d'Épinal, où l'ennui le submerge. Le 21 juin 1940, devenu officier de liaison à motocyclette, il est grièvement blessé et fait prisonnier. Soigné par un chirurgien allemand à Baccarat, on le renvoie dans son foyer dès le mois de septembre.

En octobre 1940, l'École polytechnique rouvre ses portes, non pas à Paris, mais à Villeurbanne, en périphérie de Lyon. L'école devient civile et rattachée au ministère de la Jeunesse et des Sports. André Bollier réfléchit sérieusement à partir pour Londres et rejoindre la France Libre mais souhaite d'abord obtenir son diplôme. Sa présence à Lyon va tout de même sonner comme le début de son engagement dans la Résistance grâce à sa rencontre avec Jean-Guy Bernard, un camarade de promotion, et Henri Frenay, en train de structurer le Mouvement de Libération nationale (MLN). Avec l'accord de sa compagne Noëlle, André Bollier s'engage dans la voie de la Résistance et devient responsable national de la propagande du MLN en juin 1941. Le même mois, il termine ses examens et obtient son diplôme de l'École polytechnique, mais refuse tout poste de fonctionnaire de l'État français. André Bollier obtient une bourse pour préparer le Conseil d'État et entre aux Câbles de Lyon, en octobre 1941, comme ingénieur responsable du bureau d'études. Marié en avril 1942 avec Noëlle, à Hyères, il doit maintenant gérer plusieurs casquettes : celle de jeune marié, celle d'ingénieur et celle de résistant. Son activité se concentre dans la réalisation de faux papiers mais surtout dans la publication de *Combat*, dont le premier numéro est paru en décembre 1941. La vie d'un journal n'est pas un long fleuve tranquille. Il faut recueillir les informations, trouver les sujets, écrire les articles, trouver des photos, composer les pages, trouver un imprimeur, trouver du papier, de l'encre, des fournitures, travailler la nuit, stocker les journaux et gérer les expéditions ainsi que la distribution.

Outre son activité dans la propagande, André Bollier participe aussi à des actions de sauvetage auprès de membres du Mouvement. C'est le cas par exemple du 24 décembre 1942 lorsque Vélin (son pseudonyme dans la Résistance) et son équipe font

évasion Berty Albrecht de l'hôpital psychiatrique où elle avait réussi à se faire admettre. L'invasion de la zone non-occupée par les Allemands, à partir du mois de novembre 1942, a pour conséquence d'accroître la pression sur la Résistance. Quelques jours après l'évasion réussie de Berty Albrecht, André Bollier est arrêté à la suite d'un accident de camion rempli de journaux clandestins. Son internement est de courte durée car dès le soir même il arrive à s'évader grâce à deux cafetiers. Son identité maintenant connue, il doit se fondre dans la clandestinité. Retournée à Hyères, sa femme a accouché d'une fille en février 1943, mais il ne peut faire sa connaissance qu'à partir de juillet. Ce même mois, sur la demande d'André Bollier, Henri Frenay obtient des fonds pour créer et faire fonctionner une imprimerie clandestine. Celle-ci est installée rue Viala à Lyon. Les numéros de *Combat* se multiplient, avec une ligne éditoriale de plus en plus tournée vers l'après-guerre.

Les 7 et 8 mars 1944, à la suite de propos divulgués par un résistant arrêté et retourné, une quinzaine d'arrestations ont lieu dont celle d'André Bollier. Interné à la prison de Montluc, il est emmené chaque semaine à l'école de Santé pour y être torturé et interrogé. Grâce à sa maîtrise de la langue allemande, il arrive à gagner du temps lors des interrogatoires, situation qui exaspère Klaus Barbie qui lui annonce son exécution prévue début mai 1944. La chance lui sourit une nouvelle fois après qu'un vasistas lui permette de s'évader, le 2 mai, et de se réfugier chez son frère aîné. Signe du destin, Noëlle, sans nouvelle de son mari et réfugiée quelques temps en Touraine chez sa sœur, revient à Lyon le même jour. Pour Vélin, la lutte peut reprendre. Après le débarquement en Normandie, il se rend à Paris et demande le redéploiement de son équipe mais *Combat* refuse. À Lyon, les Allemands et la Milice s'activent de plus en plus. Le samedi 17 juin, André Bollier et trois membres de l'équipe viennent travailler à l'imprimerie pour réaliser un dernier numéro avant son départ prévu en direction de la Normandie dans l'optique de se battre au grand jour. Cette remontée dans le Nord doit également être l'occasion pour lui de faire un crochet par la Touraine où Noëlle, enceinte, est retournée vivre. Ce 17 juin, les choses ne se passent pas comme prévu. La Milice se rend à l'imprimerie et des tirs commencent à se faire entendre. Francisque Vacher (photographe) et un ou deux miliciens sont tués. Plus d'une centaine d'Allemands arrivent en renfort et bouclent le quartier. Paul Jaillot (typographe) se cache mais est

retrouvé et abattu. André Bollier et Marie-Catherine Servillat (*Lucienne*) arrivent à prendre la fuite. Dans leur course, une mitrailleuse allemande les fauche et les blesse gravement. Vélin décide de se donner le coup de grâce. De son côté, Marie-Catherine Servillat, ayant essayé d'en faire de même, se loupe et est évacuée à l'hôpital d'où elle s'évade un mois plus tard.

Il faut attendre la fin du mois d'août 1944 pour que Noëlle Bollier apprenne officiellement la mort de son mari. Elle revient à Lyon dans le courant du mois de septembre. En août 1946, un procès se tient pour éclaircir les circonstances de l'attaque de l'imprimerie. Le travail de mémoire a débuté très rapidement après les faits. Une association des anciens élèves a fait une collecte pour la famille Bollier et une cérémonie a eu lieu rue Viala, tous les 17 juin, jusqu'en 2019. Depuis 2020, cette cérémonie a été incluse dans la journée départementale de la Résistance. Une rue porte aujourd'hui son nom à Lyon (7<sup>e</sup> arrondissement) ainsi qu'un bâtiment du lycée d'Arsonval à Saint-Maur-des-Fossés. André Bollier a été fait Chevalier de la Légion d'honneur, Compagnon de la Libération [décret du 20 janvier 1946], médaillé de la Résistance (Rosette) et a reçu la Croix de Guerre à titre individuel et une autre collective avec toute son équipe.

Après-guerre, Noëlle Bollier, devenue professeure d'anglais, a été vice-présidente des veuves de guerre et a reçu la Légion d'honneur en 2009.

### René Génin, Itinéraire d'un méhariste. De la Mauritanie à l'Afrique française libre

Le mercredi 2 avril 2025, la Fondation de la France Libre a eu l'honneur de recevoir Madame Marie-Clotilde Génin-Jacquey pour une conférence intitulée « René Génin. Itinéraire d'un méhariste, Compagnon de la Libération ». Fille de René Génin, Marie-Clotilde Génin-Jacquey a retracé le parcours de son père grâce à une abondante correspondance.

Né le 4 mars 1900 à Toul (Meurthe-et-Moselle), René Génin est le cinquième fils d'une fratrie de sept garçons. Après avoir emménagé à Nancy avec sa famille, il part suivre sa scolarité chez les Jésuites, en Belgique, puis se réfugie au Mans avec ses parents pendant la Grande Guerre. René Génin prépare ensuite le concours de Saint-Cyr où il est reçu en 1918 (promotion « La Victoire »). Après-guerre, il débute une carrière dans la coloniale. En 1921, René Génin part en Cilicie avec le général Gouraud, puis au Maroc sous les ordres du maréchal Lyautey. Rentré en France en 1925, le lieutenant Génin passe une année sans relief à Reims avant de rejoindre une nouvelle fois

l'Afrique, en Mauritanie en 1926. Promu capitaine en 1930, il prépare l'Ecole de Guerre en 1931. Lors de l'Exposition coloniale internationale, qui se tient la même année, il a pour charge de présenter les troupes coloniales. Au cours des années 1934-1935, il part travailler au Centre d'étude germanique de Strasbourg afin de s'immerger dans la langue allemande. René Génin y lit, à cette période, *Mein Kampf* et analyse la montée du nazisme via la presse et la littérature allemande. Son mémoire de fin d'étude porte sur la réglementation des matières premières sous le régime national-socialiste où il met en avant les hausses de productions en tissu, cuivre, zinc, caoutchouc, concluant son travail par : « Hitler prépare la guerre ». Après son passage à Strasbourg, la famille Génin embarque pour Beyrouth en 1935 pour une durée de trois ans. Sous le commandement du général Huntziger, le capitaine Génin encadre le 17<sup>e</sup> régiment de tirailleurs sénégalais. De retour à Paris en 1938, il est nommé au ministère de la Guerre.

En 1939, après la déclaration de guerre, René Génin est nommé chef de la section allemande du 2<sup>e</sup> Bureau. D'abord à Paris, il part ensuite dans l'Yonne. Face à l'avancée allemande, l'état-major se replie à Montauban, Montpellier puis s'installe à Vichy. Le 13 juin 1940, constatant le désastre de l'armée française, il écrit à sa femme : « Hitler vient de gagner une manche, la guerre n'est pas finie. À aucun prix nous ne devons capituler. Si nous ne capitulons pas, la guerre continuera sur mer, dans les airs, alimentée par les empires français, anglais et sans doute par l'Amérique ». Cinq jours avant l'Appel du général de Gaulle, René Génin a déjà fait le choix de continuer le combat autre part qu'en France métropolitaine, quitte à s'engager dans l'armée britannique. Le 22 juin, en raison de sa très bonne connaissance de la langue allemande, René Génin se trouve à Rethondes dans le cadre de la signature de l'armistice, puis est inté-



Marie-Clotilde Génin-Jacquey, entourée de François Broche et Christophe Bayard, présente son livre consacré au parcours de son père René Génin, Compagnon de la Libération (coll. Christophe Bayard)

gré dans la Commission d'Armistice à la tête d'une mission militaire pour enquêter sur l'état des soldats allemands blessés et soignés dans les hôpitaux français. Fin août 1940, le maréchal Pétain lui accorde un congé d'armistice. Il saisit cette occasion pour demander à partir en Afrique. Prétextant souhaiter faire du commerce au Soudan, René Génin reçoit l'ensemble des autorisations et s'embarque début novembre en direction d'Alger. Il traverse ensuite le Sahara et arrive à Gao où il prend une pirogue pour descendre le Niger. Arrivé au Nigeria, René Génin prend contact avec des officiers britanniques. Le 1<sup>er</sup> janvier 1941, il arrive à l'aéroport de Douala (Cameroun) et affirme son allégeance au général de Gaulle. Le 5 janvier, à Brazzaville, le général de Larminat lui donne ses galons de lieutenant-colonel avant de rejoindre, en camion, l'Erythrée pour combattre les troupes italiennes. Sous les ordres du colonel Monclar, Génin devient chef d'état-major mais, après

des désaccords, démissionne et laisse son poste à Bernard Saint-Hillier. Après la campagne d'Erythrée, la Brigade française d'Orient rejoint la Palestine où René Génin est placé à la tête de la 1<sup>re</sup> brigade française libre de la 1<sup>re</sup> DFLF commandée par le général Legentilhomme. Le 16 juin 1941, il reçoit l'ordre d'enlever le village d'Esra (Syrie). Au matin du 17 juin, vers 5 heures du matin, René Génin est tué d'une balle en plein cœur. Son corps repose aujourd'hui dans le cimetière militaire de Damas.

René Génin a été fait Compagnon de la Libération à titre posthume par décret du 30 mars 1944.

Les conférences de Vianney Bollier et Marie-Clotilde Génin-Jacquey sont à retrouver en vidéo sur la chaîne YouTube de la Fondation et dans la galerie multimédia de son site Internet.

La rédaction

Pour toute information sur l'histoire de la France Libre ou les actualités de la Fondation, vous pouvez consulter notre site internet :

[www.france-libre.net](http://www.france-libre.net)

Suivez l'activité de la Fondation sur Facebook et Twitter aux adresses suivantes :

[www.facebook.com/FondationFranceLibre](https://www.facebook.com/FondationFranceLibre)

<https://twitter.com/FondationFL>

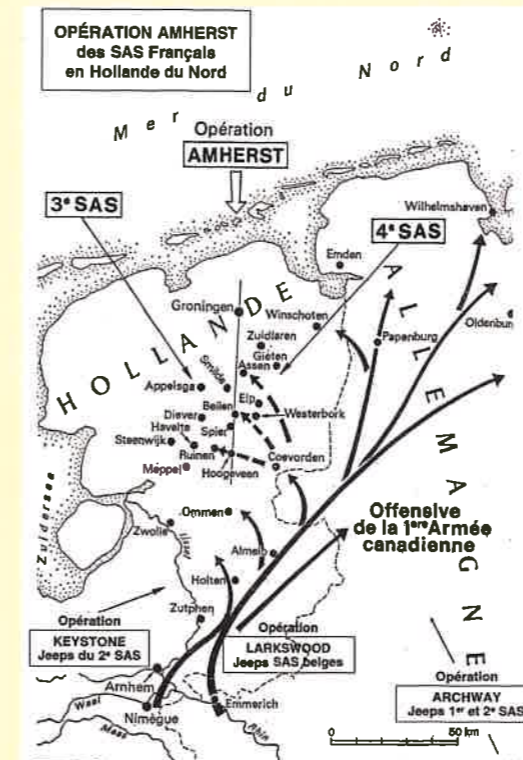
Instagram : [fondationfrancelibre](https://www.instagram.com/fondationfrancelibre)

Linkedin : [Fondation de la France Libre](https://www.linkedin.com/company/fondation-de-la-france-libre)

## Du ciel la liberté, Vrijheid uit de hemel Opération Amherst, avril 1945, les parachutistes français du SAS dans la libération de la Hollande

Printemps 1945. Le Reich allemand, à l'agonie, se replie sous la pression décisive des armées alliées. La victoire paraît imminente, mais sur le front néerlandais, l'issue reste encore incertaine. C'est dans ce contexte que l'opération Amherst est déclenchée dans la nuit du 7 au 8 avril 1945, aux confins de la province néerlandaise de la Drenthe. C'est là, que plus de 700 parachutistes français, membres des forces spéciales du Special Air Service (SAS), sont largués derrière les lignes ennemies.

Peu connue en France, Amherst fut la dernière opération aéroportée de la Seconde Guerre mondiale. En cette année 2025, qui marque le 80<sup>e</sup> anniversaire de ces combats qui coûtèrent la vie à 33 soldats français et plus d'une trentaine de civils néerlandais, il est grand temps de revenir sur cette opération audacieuse, et sur les visages de ceux qui y prirent part.



Carte de l'opération Amherst (coll. Amicale SAS)

### Le déroulé de l'opération Amherst

L'opération, baptisée *Amherst*, mobilise près de 700 parachutistes français appartenant aux unités SAS (*Special Air Service*), intégrés à l'armée britannique. Leur mission est à la fois stratégique et symbolique : ces hommes, pour beaucoup issus du maquis, s'apprentent à connaître leur baptême du feu. Pourtant, malgré leur engagement et les pertes qu'ils subiront, l'opération Amherst demeure largement ignorée en France, et bien plus célébrée aux Pays-Bas, où le souvenir des libérateurs français est encore vif.

Dans les premiers jours d'avril 1945, la guerre en Europe entre dans sa toute dernière phase. Le Rhin est franchi, la Ruhr est encerclée, et l'effondrement militaire du Troisième Reich semble inéluctable. Pourtant, les Alliés redoutent une concentration de troupes alle-

mandes dans le nord des Pays-Bas, région encore solidement défendue par la Wehrmacht. Le maréchal Montgomery souhaite éviter à tout prix que ces unités ne se replient de manière ordonnée ou qu'elles ne lancent des contre-attaques désespérées et meurtrières. L'échec cuisant de l'opération de septembre 1944 avec l'opération *Market Garden* inspire aux Britanniques la plus grande prudence. C'est dans ce contexte qu'est planifiée une opération spéciale visant à désorganiser les lignes allemandes, en s'appuyant principalement sur l'expérience acquise en France par les troupes parachutistes du SAS. Ce plan est approuvé par Wilhelm, souverain des Pays-Bas, en exil à Londres depuis 1940. En effet, une opération aéroportée serait bien moins destructrice pour les canaux millénaires du pays, essentiels à l'irrigation, et épargnerait bien des vies humaines, les Néerlandais étant déjà éprouvés par plusieurs dures années d'occupations, notamment depuis le *Hongerwinter*<sup>1</sup>, durant lequel les forces d'occupations allemandes,

en réaction à une grève des cheminots initiée par Londres, interdirent tout transport de nourriture, ce qui provoqua une terrible famine durant l'hiver 1944-1945, causant la mort d'environ 18 000 Néerlandais.

Le choix de s'appuyer sur des unités parachutistes désormais acté, l'opération Amherst voit le jour. La conduite à tenir est la suivante : parachuter une quarantaine de sticks<sup>2</sup> dans plusieurs zones rurales du nord-est des Pays-Bas, dans les provinces de Drenthe et de Frise, entre les villes d'Assen, Emmen et Drachten.

L'objectif des parachutistes, précisé dans l'ordre d'opération, est de « provoquer l'alarme et la confusion sur les arrières ennemis et d'effectuer des missions secondaires ». En somme, harceler les troupes ennemies, couper les voies de

communication et semer la panique dans l'arrière-garde allemande, afin de faciliter la progression des troupes canadiennes engagées dans l'offensive terrestre.

Mike Calvert, à la tête de la brigade des SAS, cherche à « créer chez l'ennemi une confusion et une psychose du parachutiste ». L'opération repose sur un effet de surprise total : les Allemands ne doivent pas savoir combien d'hommes sont réellement parachutés, ni où ils se trouvent.

Pour ce faire, *Mad Mike*<sup>3</sup> donne expressément l'ordre de laisser sur place les parachutes, et non de les enterrer afin de faire croire à un nombre supérieur de parachutages. Il aura de plus recourt à l'usage des célèbres *paradummies*<sup>4</sup> utilisés précédemment en Normandie lors du D-Day et du déclenchement de l'opération *Titanic*<sup>5</sup>. Calvert galvanise ses troupes dans un discours pour la postérité : « Tout ce que j'ai appris sur votre compte me laisse penser que vous êtes bien les hommes que j'attendais. [...] Je sais que les Français sont de fines gâchettes, c'est un pays très giboyeux. Alors messieurs, je vous souhaite bonne chasse ».

Dans la nuit du 7 au 8 avril 1945, les parachutistes français embarquent à bord d'avions Stirling et Halifax de la RAF. Le largage débute dans des conditions climatiques difficiles : nuages bas, mauvaise visibilité, ce qui entraîne un saut réalisé dans des conditions aussi inhabituelles que dangereuses, à plus de 500 mètres d'altitude, soit le double de la normale, entraînant une dispersion massive des sticks. Nombreux sont ceux qui sont parachutés à plusieurs kilomètres de leur zone d'atterrissage prévue (45 kms pour le stick Striber, 11 kms pour le stick Baratin), parfois même dans des zones marécageuses ou à proximité immédiate de positions ennemies, comme l'illustre le tableau ci-dessous, établi à partir de l'ouvrage de Roger Flamand consacré à *Amherst*<sup>6</sup>.

Nom du chef de Stick	Distance d'erreur lors du largage (En kilomètres)	Azimut
APPRIOU	Négligeable	-
BARATIN	11.263 km	Sud-Est
BERR	Pas d'informations	Pas d'informations
BETBEZE	4.827 km	Sud-Est
BOITEUX	16.090 km	Sud-Ouest
BOUFFARTIGUES	4.827	Sud
BOULON	Négligeable	-
BOURREL	Pas d'informations	Pas d'informations
CAMARET	Négligeable	-
COCHIN	1.609	Nord
COLLERY	6.436 km	Sud-Sud-Ouest
CORTA	Négligeable	-
DREYFUS	4.827 km	Nord-Est
DUNO	1.609 km	Sud-Ouest
EDME	6.436 km	Sud-Sud-Est
FERCHAUD	1.609 km	Nord-Est
FORGEAT	9.654 km	Sud-Sud-Ouest
GABAUDAN	3.218 km	Sud-Sud-Est
GAYARD	4.827 km	Nord-Nord-Est
GRAMOND	3.218 km	Sud
GRUMBACH	1.609 km	Sud
HUBLER	Négligeable	-
LAGALLARDE	4.827 km	Sud
LAGEZE	14.481 km	Sud-Sud-Est
LARRALDE	4.827 km	Sud-Sud-Est
LASSERRE	Négligeable	-
LEBLOND	3.218 km	Nord-Est
LECOMTE	3.218 km	Est
LEGRAND	4.827 km	Nord-Est
MARCHAL	14.481 km	Nord-Est
NICOL	11.699 km	Sud-Ouest
PÂRIS-DE-BOLLARDIERE	1.609 km	Sud-Est
PAUMIER	4.827 km	Sud-Sud-Est
PICARD	4.827 km	Sud-Sud-Ouest
POLI-MARCHETTI	3.218 km	Sud-Ouest
PUECH-SAMSON	4.827 km	Sud
ROUAN	8.045 km	Pas d'informations
SICALUD	14.481 km	Nord
SIMON	8.45 km	Sud-Sud-Ouest
SRIBER	45.052 km	Sud-Ouest
STEPHAN	4.807 km	Sud
TAYLOR	3.218 km	Nord-Nord-Est
THOME	6.436 km	Sud-Sud-Ouest
VALAYER	11.263 km	Sud-Sud-Est
VALLIERES	8.045	Sud-Sud-Ouest
VARNIER	6.436 km	Sud-Ouest

Cette dispersion désorganise d'emblée l'ensemble de l'opération. Au lieu d'une action coordonnée, *Amherst* se transforme en une myriade de micro-opérations autonomes, menées avec les moyens du bord. Comme nous l'a confié dans l'un de nos entretiens le colonel Achille Muller : « Raconter *Amherst* serait raconter l'histoire de chacun des stick ». Cette phrase résume parfaitement l'esprit dans lequel vont se trouver les SAS français. Ce sont bel et bien ces actions, isolées et improvisées, qui donnèrent à *Amherst* son visage héroïque.

Chaque stick lutte avec ce dont il dispose, dans des conditions précaires, souvent sans contact radio ni ravitaillement. Les hommes se déplacent de nuit, dorment à la belle étoile

ou dans des granges abandonnées, établissent des contacts avec les résistants néerlandais, dans une région, la Drenthe, qui est truffée de miliciens du NSB<sup>7</sup>, et qui répond au terrible surnom de « Petite Allemagne ». Malgré ces conditions défavorables, **des résultats concrets sont obtenus** par les SAS : plusieurs ponts sont détruits, des lignes téléphoniques sabotées, des convois attaqués. Dans le petit village d'Appelscha, un stick français libère temporairement la localité après de violents combats, avant de devoir se replier face à une contre-attaque ennemie.

Le 4<sup>e</sup> SAS commandé par Pierre Puech-Samson mène l'une des attaques les plus célèbres de la mission, à Westerborck. Avec l'aide de

l'agent néerlandais Wim van der Veer, l'attaque est menée dans l'après-midi du 8 avril. Le poste de commandement est neutralisé en quelques minutes et plusieurs officiers allemands sont tués. Le général de division Karl Böttger, abattu et laissé pour mort, survivra à ses blessures. Les Français perdent trois hommes dans ces furieux combats.

Au total, 33 parachutistes sont tués, un nombre significatif compte tenu de l'effectif total et de la brièveté de la mission. L'opération *Amherst* révèle ainsi une forme d'héroïsme tenace, celui de soldats agissant dans l'ombre, au plus près des lignes ennemies, sans autre appui que leur courage et, parfois, la solidarité silencieuse d'un pays inconnu.

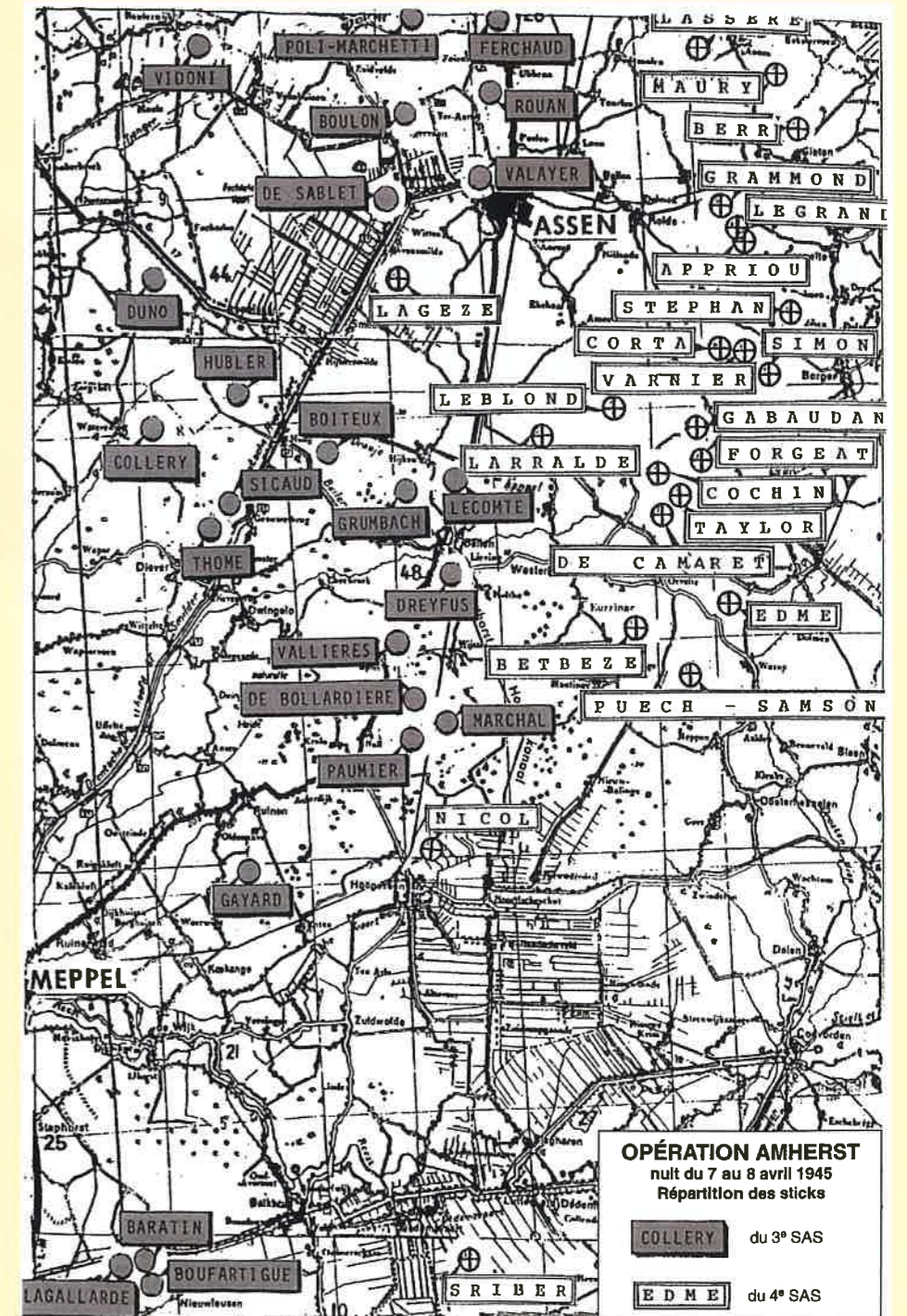
AZEM Ibrahim (9 avril 1945)	LEVASSEUR Serge (9 avril 1945)
BEGUE Fernand (9 avril 1945)	LEVEQUE Marcel (9 avril 1945)
BEVALOT Pierre (9 avril 1945)	LOEILLET Jean (9 avril 1945)
BONJEAN Robert (8 avril 1945)	LOICHOT Yves
BOUDE André (9 avril 1945)	MARCHE René (8 avril 1945)
BOULON François (9 avril 1945)	MUNCH Jean Pierre (9 avril 1945)
CAMPAN Claudius (11 avril 1945)	PERON René (9 avril 1945)
COGNET Jean (8 avril 1945)	PINTAUD Henri (8 ou 10 avril 1945)
DEDIEU Robert (9 avril 1945)	RAGNACCI Yago (7 avril 1945)
DIQUESNE Paul (9 avril 1945)	RAVENEL Jean Marie (8 avril 1945)
FABERT Marcel (10 avril 1945)	DE SABLET Louis (8 avril 1945)
HECKMANN Robert (9 avril 1945)	SIMON Jean (11 avril 1945)
JUDET Gabriel (9 avril 1945)	SPINA Robert (10 avril 1945)
LE BERRIGAUD Aimé (9 avril 1945)	TAYLOR Georges (8 avril 1945)
LE GRAS Robert (9 avril 1945)	TREIS Antoine (8 avril 1945)
LE SAUX Albert (9 avril 1945)	VALAYER Jean
LESNE Guy (8 avril 1945)	

## Les SAS, un corps hétérogène

L'un des aspects les plus frappants de l'opération *Amherst* tient à la diversité des parcours de ceux qui y participent. Derrière les uniformes des SAS français se trouvent des hommes venus d'horizons très différents, unis par une même volonté de combattre le nazisme. Cette hétérogénéité est le fruit de l'histoire même des unités parachutistes du SAS qui recrute ses membres dans les rangs de la France Libre, parmi les résistants évadés, les anciens du maquis ou les engagés coloniaux. Certains ont été formés en Angleterre dès le début du conflit, d'autres ont été intégrés aux SAS après des actions remarquables dans les maquis français à l'été 1944. La grande majorité de ses hommes ont entre 20 et 30 ans. Beaucoup sont très jeunes : certains n'ont pas encore 19 ans au moment du parachutage. Tous ont suivi un entraînement intensif, au Royaume-Uni ou en Algérie, basé sur les techniques britanniques de guerre non conventionnelle. Ils savent sauter de nuit, se déplacer discrètement sans être repérés, saboter une ligne de chemin de fer, neutraliser des sentinelles ou encore utiliser des explosifs.

Au fil des recherches prosopographiques menées ces dernières années, en nous appuyant sur nos propres recherches, mais aussi celles menées par des historiens et des associations de familles (telles que l'AFPSAS), ces trajectoires individuelles ont été peu à peu reconstituées. Elles révèlent une véritable mosaïque d'engagements où des hommes de toutes origines, ruraux ou urbains, métropolitains ou coloniaux, de religions différentes catholiques, musulmans, juifs, partagent un idéal commun de liberté. En cela, *Amherst* est aussi une page d'histoire profondément humaine, à de véritables choix de vie, ainsi qu'à des sacrifices silencieux.

Nous avons fait le choix, pour cet article, de nous attarder succinctement sur le profil des 9 Compagnons de la Libération engagés dans le cadre de l'opération, présentés dans le tableau qui suit.



Zones de largage des sticks lors de l'opération *Amherst* (coll. Amicale SAS)

Nom, prénom	Année de naissance	Parcours avant Amherst	Rôle durant Amherst	Date de décès
Georges W. Taylor	1924	FFL, Cadet de la France Libre, SAS, campagnes de Bretagne et Ardennes	Chef de stick, tué à la fabrique de lin à Spier	1945
Jean-Salomon Simon	1907	Saint-Cyr, Levant, SAS, missions en France	Chef de stick dans la Drenthe	1945
Jacques Pâris de Bollardière	1907	Saint-Cyr, Norvège, Libye, chef du 3 <sup>e</sup> RCP	Commandant d'unité	1986
Edgard Tupët-Thomé	1920	Résistant évadé, blessé en mission, SAS en Bretagne et dans le Jura	Commandant d'unité	2020
Antonin Betbèze	1910	Évadé, blessé lors d'un saut, opérations en Bretagne et Paris	Chef de stick, attaque de la feldgendarmérie à Westerbork	1993
Michel de Camaret	1917	Saint-Cyr, blessé, évadé d'Algérie, SAS en Bretagne	Chef de stick, à la tête d'actions de sabotage et harcèlement	1987
André Varnier	1914	Évadé, mission BCRA, SAS en Bretagne et Ardennes	Chef de stick, mène des embuscades	1949
Pierre Puech-Samson	1915	Évadé, BCRA, SAS en Bretagne, chef du 2 <sup>e</sup> RCP	Commandant d'unité, blessé pendant Amherst	2000
Michel Legrand	1918	Troupes coloniales, SAS en Afrique du Nord, Bretagne	Chef de stick, harcèlement derrière les lignes allemandes	1955



Le Compagnon de la Libération Georges Taylor (1924-1945) (coll. FFL)

Jean-Salomon Simon (1908-1945), tué le 11 avril lors de l'opération Amherst (coll. FFL)

Robert Dedieu (1924-1945) (coll. FFL)

Gabriel Judet (1923-1945) (coll. FFL)

Robert Le Gras, tué le 9 avril 1945 (coll. FFL)

## La mémoire des SAS français chez les Néerlandais

La mission ne consista pas en une simple promenade le long des paisibles canaux néerlandais, au milieu d'une campagne verdoyante, en atteste les pertes élevées. Revenons ici plus en détail sur les chiffres. Comme nous l'avons révélé précédemment, l'opération a coûté la vie à 33 SAS (5 officiers, 7 sous-officiers et 21 militaires du rang). S'y ajoutent 35 blessés et plus de 70 prisonniers.

Parmi les 33 morts, 7 ont été fusillés après leur capture par les Allemands, répondant à l'ordre émis par Hitler en personne, le *Kommandobefehl*<sup>8</sup>.

Les pertes allemandes sont plus difficiles à évaluer, compte tenu de l'absence de sources à ce sujet, mais nous pouvons nous rapprocher avec certitude de plus de 350 morts et 180 prisonniers. Les civils néerlandais, pris au cœur des affrontements, subissent une répression féroce, plus d'une trentaine

sont exécutés sommairement par les Allemands dont 21 rien qu'à Spier. Il faut effectivement souligner le rôle déterminant des liens tissés avec les civils néerlandais. Plusieurs sticks durent leur salut à l'aide de villageois, qui acceptèrent de cacher, nourrir et soigner ces soldats venus de loin.

À l'issue de l'opération Amherst, les troupes canadiennes reprennent rapidement le contrôle du nord-est des Pays-Bas. Les parachutistes français encore actifs sont évacués, la question de les déployer à nouveau pour le coup fatal étant une réalité. Cependant les Allemands capitulent sans conditions le 8 mai 1945, cessant enfin les combats. La mémoire d'Amherst commence alors son parcours incertain, partagé entre reconnaissance locale et oubli institutionnel. Dès 1945, et l'immédiat d'après conflit, les populations néerlandaises qui ont vu arriver les parachutistes français par cette nuit d'avril ne les oublient pas. Dans de nombreux villages

– Appelscha, Smilde, Spier, etc..., les habitants se mobilisent dans un premier temps pour enterrer dignement les morts, mais aussi transmettre leurs noms. Des enfants sont baptisés en l'honneur de ces soldats, des plaques commémoratives fleurissent, parfois sur les lieux mêmes des affrontements. En 1950, des monuments sont érigés dans plusieurs communes en hommage aux parachutistes français tombés lors de l'opération.

Plus largement, les Pays-Bas, qui ont profondément souffert de l'occupation allemande, développent une véritable culture du souvenir, structurée autour des dates de libération locales, et des deux journées de mai, le 4 avec le *Nationale Dodenherdenking*<sup>9</sup> et le 5 lors du *Bevrijdingsdag*<sup>10</sup>. Dans ce contexte, la présence des Français à Amherst est pleinement intégrée au récit national de la libération. Chaque année, des cérémonies sont organisées, en présence de délégations officielles françaises, de

descendants de parachutistes ou de membres d'associations mémorielles. Les jeunes générations néerlandaises participent activement à ces commémorations, souvent en partenariat avec des écoles ou des conseils municipaux, donnant un caractère intergénérationnel puissant. Ces commémorations sont bien souvent le fruit de l'engagement passionné d'habitants ou de descendants de résistants néerlandais, animés par un profond attachement aux valeurs de liberté et de solidarité incarnées par les parachutistes français. Le colonel Harold de Jong est à l'origine de la publication d'un livre en 2020 s'intitulant *Fransen para's in Drenthe* (« Les parachutistes français dans la Drenthe, 8-12 avril 1945 »).

Parmi ces initiatives mémorielles, il convient de saluer tout particulièrement le projet remarquable porté par Andries Looijen. Depuis plusieurs années, ce passionné d'histoire se dévoue corps et âme pour faire vivre la mémoire des soldats français tombés aux Pays-Bas, en œuvrant à la création d'un musée à Kapelle, à proximité du cimetière où reposent les combattants morts lors des durs affrontements de mai 1940, mais aussi 8 parachutistes de l'opération Amherst. Ce projet, à la fois ambitieux, nécessaire et profondément humain, est aujourd'hui en quête de soutiens financiers pour se concrétiser. D'ores et déjà, Andries Looijen a réuni une précieuse collection d'uniformes, d'armes et d'objets, mais aussi de témoignages qu'il expose dans un musée provisoire, un avant-goût émouvant de ce qui deviendra un futur lieu de mémoire rapprochant nos deux pays.

Chaque année, le soir du 24 décembre, la population de Kapelle se rassemble,

à l'initiative de la municipalité et de nombreux bénévoles, pour déposer une bougie sur chaque tombe du cimetière militaire. Dans le silence de la nuit, cette lueur fragile devient un symbole de mémoire et de gratitude. Ce moment de recueillement, empreint de dignité et de respect, témoigne du lien profond qui unit encore aujourd'hui les nouvelles générations à ceux qui ont donné leur vie pour la liberté.

À travers ce geste simple, Kapelle rappelle que le souvenir ne s'éteint jamais, même dans l'obscurité de l'hiver. Les bougies allumées forment une veillée silencieuse, un hommage partagé par toutes les générations. Ce rituel, transmis et préservé, exprime, avec humilité et fidélité, la reconnaissance éternelle des Néerlandais envers ces hommes venus d'ailleurs pour défendre des valeurs universelles.

## Une mémoire oubliée en France ?

Force est de constater que l'opération Amherst reste largement absente de la mémoire collective française. Plusieurs facteurs expliquent ce silence. D'abord, Amherst est survenue très tard dans la guerre, en dehors du territoire français, à un moment où l'attention médiatique et politique se concentrait sur la fin du conflit en Allemagne et sur la reconstruction nationale. Ensuite, les pertes, bien que significatives à l'échelle du régiment, n'ont pas eu de retentissement politique majeur. Enfin, les SAS eux-mêmes, unité d'élite opérant souvent dans l'ombre, ont longtemps cultivé la discrétion, par culture militaire mais aussi par habitude d'agir bien loin des projecteurs. De ce fait, peu de monuments français font explicitement mention à l'opération Amherst. Quelques

plaques existent dans les régiments d'origine ou dans les communes natales des soldats tombés. Le musée des parachutistes de Pau évoque Amherst dans ses expositions permanentes, mais sans lui accorder une place centrale.

L'enseignement scolaire, pour sa part ne fait qu'une mention rapide du rôle des Forces françaises libres, sans jamais évoquer, faute de temps, le détail des missions comme Amherst.

Pour beaucoup de familles de SAS, l'histoire de leur parent parachutiste est restée cantonnée à la sphère privée, transmise par bribes ou reconstituée après coup. Cette mémoire d'Amherst traduit un phénomène globalement plus large : la difficulté, en France, à intégrer pleinement les « combats extérieurs » dans la narration centrale de la Libération. Alors que le débarquement en Normandie, les maquis ou la Résistance urbaine ont été abondamment mis en valeur, à travers de très nombreux ouvrages de références, les opérations menées hors du territoire national, dans les Ardennes, en Allemagne (à l'exception peut-être des combats menés à Berchtesgaden par la 2<sup>e</sup> DB), ou aux Pays-Bas ont souffert d'un certain désintérêt. À cela s'ajoute le fait que les SAS français, malgré leur rôle crucial, sont restés longtemps méconnus, faute de reconnaissance institutionnelle forte.

Depuis les années 1990, on assiste cependant à une forme de réactivation mémorielle. Grâce aux travaux d'historiens, aux initiatives des familles de parachutistes, et à la ténacité de certaines associations d'anciens combattants, l'histoire d'Amherst gagne en visibilité. Le colonel Roger Flamand, ancien d'Amherst lui-même, y est pour beaucoup, grâce à la rédaction de son ouvrage en 1998 ; David Portier a publié son ouvrage *Les parachutistes de la France Libre* en 2006 ; Enfin, la réédition de l'ouvrage de référence *Bérets rouges* d'Henri Corta a permis de remettre en lumière l'action des *frenchie*s du SAS. À l'occasion des 80 ans de l'opération, un article a également été publié dans le *Figaro*, le 20 avril 2025 par Arnaud de la Grange, évoquant « le geste héroïque des SAS français ».

À ces écrits s'ajoutent des commémorations binationales, régulièrement organisées, notamment à Kapelle et Assen, au pied du mémorial SAS, symbolisant un mur de briques blanches détruit dans l'élan de liberté des SAS. D'importantes délégations françaises, civiles et militaires, se rendent désormais aux Pays-Bas en présence notamment des ambassadeurs au mois de mai : « Au



Mémorial des parachutes SAS à Assen (coll. AFPSAS)

cours de la Seconde Guerre mondiale, une fraternité d'armes est née entre nos deux pays. [...] Charles Trépel et ses hommes à Wassenar, la brigade Princesse Irène en Normandie, [...], les 702 SAS français sur la province de Zélande en avril 1945. Grâce au courage de ces hommes, de nombreuses générations ont pu naître et vivre dans une Europe en paix. Cette fraternité d'armes s'est par la suite poursuivie : depuis 1945, nos deux pays agissent ensemble pour défendre la paix, la liberté et l'Etat de droit ». Ces mots sont ceux de François Allabrune, ambassadeur de France aux Pays-Bas, prononcés à Kapelle le 19 avril 2025.

En guise de conclusion à cet article, que résonnent les mots d'Aylinn, jeune

Néerlandaise de 11 ans, incarnation émouvante de la mémoire vive d'un peuple qui n'oublie pas ces hommes ayant, il y a 80 ans, contribué à rendre à la Hollande sa liberté :

« Je suis très reconnaissante de pouvoir lire ces quelques lignes aujourd'hui, car ce pourquoi vous et moi sommes également reconnaissants, c'est que les parachutistes SAS français ont contribué à nous libérer. Ils ont risqué leurs vies pour nous libérer. Et s'ils ne l'avaient pas fait ? À quoi aurait ressemblé notre Appelscha alors ?

Peut-être que cela n'existerait plus du tout... mais heureusement, cela ne s'est pas produit.

Vous ne savez peut-être pas grand-chose sur les parachutistes français

mais réalisez à quel point ils étaient et sont toujours importants. C'est la raison pour laquelle nous les commémorons chaque année ».

Aujourd'hui, quatre hommes, Armand Bouilloux, Achille Muller, Michel Nérot et Alain Pignon, vétérans de l'opération Amherst, en incarnent la mémoire vivante. Cette mémoire, 80 ans après le parachutage de ces quelque 700 hommes dans le ciel de Hollande, constitue un héritage fragile mais essentiel, qu'il nous revient de faire vivre et de transmettre.

**Pierre-Alain Letourneur**  
Doctorant, Université Bordeaux  
Montaigne

- 1 *Hongerwinter* : littéralement « l'hiver de la faim » en néerlandais
- 2 Stick : unités parachutistes de 10 à 12 hommes
- 3 Surnom attribué à Calvert à la suite de ses faits d'armes avec les *chindits*.
- 4 Il s'agit de petits parachutes, renfermant des boîtes à mitraille explosant une fois après être entrés au contact avec le sol. Ces simulateurs doivent imiter pendant quarante-huit heures le bruit de combats, dirigeant l'ennemi dans des mauvaises directions.
- 5 L'opération *Titanic* s'est tenue dans la nuit du 5 au 6 juin 1944. Elle a consisté à parachuter plusieurs centaines de poupées parachutistes afin de tromper les troupes allemandes sur le lieu exact du débarquement de Normandie.

- 6 Rogert Flamand, *Amherst*, atlante, 1998
- 7 NSB : *Nationaal-Socialistische Beweging in Nederland*, parti national-socialiste néerlandais, créé en 1931 par Anton Mussert
- 8 *Kommandobefehl* : « ordre commando » en allemand, dicté par Hitler le 18 octobre 1942, afin de signifier l'obligation d'exécuter les parachutistes capturés.
- 9 *Nationale Dodenherdenking* : Journée nationale du souvenir.
- 10 *Bevrijdingsdag* : jour de la libération.

## Cartes de vœux 2025

20 € les 10 cartes et enveloppes (port compris)

M./M<sup>me</sup>/M<sup>lle</sup> : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Désire recevoir \_\_\_\_\_ paquet(s) de 10 cartes de vœux Bir Hakeim

Désire recevoir \_\_\_\_\_ paquet(s) de 10 cartes de vœux FFL

au tarif de 20 € le paquet avec enveloppes et joins, à cet effet, un chèque de :

euros, libellé à l'ordre de la Fondation de la France Libre à adresser à :

**Fondation de la France Libre - 16 cour des Petites-Écuries 75010 Paris**

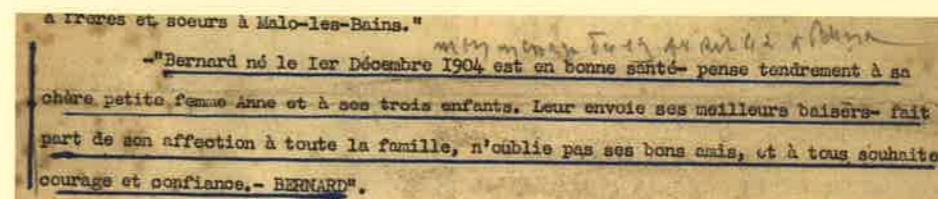
Vous préférez effectuer un paiement par carte bancaire ?

Des lots de 10 cartes de vœux sont disponibles dans la boutique en ligne de la Fondation : [www.france-libre.net/shop/](http://www.france-libre.net/shop/).



## Un pharmacien breton dans la France Libre, ou l'histoire des archives anonymes

C'est une histoire peu commune qui s'est déroulée à la Fondation de la France Libre un matin de juin 2025. Dans la boîte aux lettres de la Fondation, y a été déposée une enveloppe non datée et anonyme. À l'intérieur, aucun message, seulement six feuillets jaunis et dégradés par le temps. Peu d'indices à première vue pour nous indiquer l'origine de ces archives : Quelques « messages des volontaires des FFL », une lettre rédigée en anglais sur un papier à en-tête « Air France », ainsi qu'une lettre datée du 2 août 1941, signée par un « Je t'aime » auréolé d'un baiser au rouge à lèvres... Face à cette énigme, l'enquête pouvait commencer...



Message envoyé par la BBC, le 19 avril 1942 (coll. Fondation de la France Libre)

### A la recherche du Français Libre inconnu

Le premier document sur lequel nous pouvons nous appuyer pour débiter notre enquête s'intitule « Messages des volontaires des FFL adressés à leurs familles n°568 (19 avril 1942) ». Il s'agit d'une liste de courts messages émis par la BBC, réalisée par la Direction de l'Information. Un de ces messages attire l'œil car souligné à l'encre bleue. Nous pouvons y lire :

« Bernard né le 1<sup>er</sup> décembre 1904 est en bonne santé – pense tendrement à sa chère petite femme Anne et à ses trois enfants. Leur envoi ses meilleurs baisers – fait part de son affection à toute la famille, n'oublie pas ses bons amis, et à tous souhaite courage et confiance – BERNARD ».

Grâce à la date de naissance et au prénom indiqués, le premier réflexe est de se tourner vers la base de données des Français Libres<sup>1</sup>. Au total, ce sont huit profils de Français Libres (six hommes et deux femmes), nés le 1<sup>er</sup> décembre 1904, qui ressortent de cette première recherche, mais aucun Bernard... Ce fait n'est pas une réelle surprise car bon nombre des engagés dans la France Libre utilisaient des pseudonymes pour protéger leurs familles. Nous devons donc jouer sur certaines suppositions pour peaufiner la recherche. Nous pouvons supposer en priorité que notre « Français Libre inconnu » soit un homme, engagé dans la France Libre avant ou en avril 1942 et qu'il soit présent en Grande-Bretagne. En prenant cette direction, encore incertaine, un seul profil se dégage : « PÉRON Henri, Marie, né le 1<sup>er</sup> décembre 1904 à Saint-Guénoles – Penmarc'h (Finistère)<sup>2</sup> ».

Prenez ainsi cette direction... Le deuxième réflexe pour l'historien de la France Libre est de se tourner vers le *Mémorial des membres de l'Association*

des Français Libres afin de vérifier si une fiche d'adhésion à son nom s'y trouve. Bonne nouvelle, la fiche n°16 821 correspond au nom d'Henri Péron. Les informations apportées nous sont précieuses car, hormis confirmer l'état civil, nous y trouvons des éléments sur son parcours de Français Libres, sa vie familiale et sa situation professionnelle : Pharmacien-chimiste... rattachement le 2 juillet 1941... Forces navales françaises libres (FNFL)... marié... 3 enfants. Nous retrouvons ici un point commun avec le message du 19 avril 1942 où l'information qu'il soit marié avec trois enfants avait été évoquée. Grâce au fait qu'un engagement chez les FNFL ressorte de cette fiche, nous pouvons nous tourner vers la base de données des marins de la France Libre (<https://marins.fnfl.fr/>), fruit du travail de la délégation thématique « Souvenir des Marins de la France Libre » de la Fondation de la France Libre. Les nouvelles informations nous indiquent qu'Henri Péron a servi au Centre Médical de Londres ainsi qu'à Saint-Pierre-et-Miquelon en tant que Pharmacien principal. Notre enquête avance mais de nombreuses interrogations restent encore en suspens : Comment ce Breton, pharmacien de son état, père de trois enfants, s'est-il retrouvé engagé dans les FNFL et, qui plus est, à l'autre bout de l'Atlantique ?

### Un pharmacien breton...

Les quelques archives dont nous disposons peuvent tout de même nous permettre de confirmer ou d'infirmer si le Français Libre dont nous cherchons l'identité est bien Henri Péron. Une lettre rédigée en anglais sur un papier à en-tête de la compagnie Air France, datée du 2 mars 1942 et non signée, constitue notre deuxième principale source à exploiter. Cette lettre destinée à une famille britannique, les Richards, nous confirme très rapidement l'identité

de l'auteur via une phrase qui y est écrite : « It was in 1928 that I married Miss Hélène Marot ». Grâce à la consultation des archives départementales du Finistère, nous avons eu la confirmation que le 26 mai 1928, à Penmarc'h, un mariage a uni Hélène Désirée Marot avec... Henri Marie Péron. C'est confirmé, le Français Libre qui se cache derrière notre lot d'archives est bien le FNFL Henri Péron. De plus, nous pouvons confirmer le fait que l'auteur de cette lettre est également lui. Les détails sur sa vie personnelle se multiplient au fil de la lecture de la lettre et éclairent notre horizon. Nous y apprenons qu'Henri Péron a passé des vacances en Angleterre durant sa jeunesse, chez les Richards, dans le Sud du pays entre Boscombe et Southampton. De son union avec Hélène Marot, née à Paris le 29 juin 1906, est née à Nantes une petite fille prénommée Michelle. Diplômé comme Pharmacien Licencié ès sciences, Henri Péron devient pharmacien-chimiste et s'installe à Penmarc'h avec sa famille, sans doute à la fin des années 1920 ou au début des années 1930. Pour le couple, les affaires marchent bien, à tel point qu'une petite usine de fabrication d'iode (usine à goémon) est intégrée à la pharmacie. À la fin des années 1930, trois usines à goémon ont été répertori-



Henri Péron (1904-1993) (DR)

riées à Penmarc'h, dont la *Goëmonière* qui appartient aux Péron<sup>3</sup>. Mais les années 1930 sont aussi synonymes de deuil pour Henri Péron : sa sœur Françoise et ses frères Michel et Guillaume (préparateur en pharmacie) décèdent. De plus, sa femme Hélène, ayant du mal à récupérer de son accouchement, part en sanatorium à la clinique des Fougerays, situé à Châteaubriant (Loire-Atlantique), de mars 1934 à février 1935. Pour une raison inexplicable, la lettre nous apprend qu'Hélène part ensuite en Suisse. Henri se retrouve ainsi seul avec sa fille Michelle en Bretagne<sup>4</sup>. Le 7 décembre 1936, il se remarie à Penmarc'h avec « une charmante Bigoudène », écrit-il dans sa lettre. Cette Bigoudène est en réalité Anna Bernadette... Péron, née le 27 avril 1913 à Penmarc'h également. Le lien de parenté entre Henri et Anna n'est pas établi avec précision mais nous pouvons supposer qu'ils soient des cousins éloignés, Péron étant un patronyme très représenté dans le Finistère et dans le Morbihan. De cette nouvelle union, naît un garçon en 1937, prénommé Henri.

## De la Drôle de Guerre au réseau Johnny

En septembre 1939, la France entre en guerre. Henri Péron est mobilisé, mi-septembre 1939, comme pharmacien en chef de l'hôpital complémentaire de Savenay (Loire-Atlantique). Sur sa demande, il souhaite être affecté à un poste avancé au front mais ceci lui est refusé. Le 23 juin 1940, au lendemain de la signature de l'armistice, les troupes allemandes arrivent à l'hôpital de Savenay où ils font prisonnier Henri Péron. Le 17 juillet 1940, il est libéré, démobilisé et renvoyé dans son foyer à Penmarc'h où il retrouve sa pharmacie



Le Compagnon de la Libération François Péron (1904-1941) (© Musée de l'Ordre de la Libération)

et sa famille qui s'est agrandie avec la naissance d'Alain. Sa fille Michelle n'est pas présente en Bretagne car elle a été envoyée à Pau pour des raisons de santé dans une maison de repos.

Dans sa lettre aux Richards, datée de 1942, Henri Péron écrit : « Je ne restai pas longtemps insensible à l'appel du général de Gaulle, dont le cri de ralliement s'éleva de l'autre côté de la Manche pour nous demander de poursuivre la lutte ». De retour dans son Finistère natal, notre pharmacien compte bien continuer la lutte contre les Allemands. Jusqu'en avril 1941, nous n'avons pas d'informations précises sur ses activités, mais nous pouvons confirmer que la famille Péron ne reste pas inactives. Son cousin, François Péron, marin pêcheur à Saint-Guénolé a été arrêté, en novembre 1940, dans un café après qu'un simple contrôle d'identité se soit transformé en bagarre. Emprisonné à la prison de Quimper, puis traduit devant un conseil militaire allemand pour violence et voies de fait contre des militaires allemands, François Péron a été condamné à mort et exécuté à Keriulet-en-Concarneau le 25 février 1941<sup>5</sup>.

Nous retrouvons la trace d'Henri Péron à partir du mois d'avril 1941 où il sert comme agent dans le réseau de résistance *Johnny*. Le réseau *Johnny* est l'un des tout premiers réseaux de renseignement installés en France occupée. Il s'est implanté dans le Finistère grâce à la mission *Allah* et le débarquement, le 19 mars 1941 à Lampaul-Ploudal-mézeau de deux agents, Robert Alaterre et son radio Jean Le Roux. Grâce à sa proximité avec la Manche et l'océan Atlantique, le réseau s'appuie sur les liaisons maritimes pour pouvoir évacuer les agents « brûlés » ou en fin de mission, transmettre des documents volumineux, et recevoir depuis l'Angleterre des agents, des postes émetteurs et de l'argent. Dès le mois d'avril 1941, des tentatives de liaison maritime sont organisées mais sans grand succès. Le réseau *Johnny* compte surtout sur le langoustier l'Emigrant, reconverti en navire de liaison de l'*Intelligence Service* et rebaptisé *Petit-Marcel*, pour réaliser des liaisons mais celui-ci est arraisonné par les Allemands le 19 avril en face de la côte de Plouha (Côtes-d'Armor). Face à cette situation, une nouvelle opération doit être organisée. Celle-ci est montée en coopération avec les Britanniques : un rendez-vous doit avoir lieu en mer avec un bâtiment de la *Royal Navy*, au Sud de la bouée de la Jument, au large de l'archipel des Glénan. C'est Jean Le Roux en personne qui organise l'opération en liaison avec Londres. Sa principale préoccupation est de trouver un bateau français pouvant réaliser la jonction avec le bâtiment britannique au large des côtes bretonnes. Parmi les membres du réseau *Johnny*, un homme lui permet d'entrevoir une solution. Il s'agit de Jean Lavalou,



Jean Lavalou (1897-1969) (coll. FFL)

né le 7 mars 1897 à Lanmeur (Finistère) et Agent PI dans le réseau. Ancien combattant de la Grande Guerre, il est pharmacien au Guilvinec et a déjà organisé des départs vers l'Angleterre en 1940, dont celui de Jean Le Roux. Jean Lavalou est un connaisseur intime des ports du pays Bigouden et de leurs patrons de pêche<sup>6</sup>. Parmi la flotte de pêche navigant dans les eaux de la région, un bateau porte le nom de *Vincent-Michelle* dont le copropriétaire se trouve être... Henri Péron<sup>7</sup>. Confrère de Jean Lavalou et agent du réseau *Johnny*, Henri Péron accepte sans reculer de mettre à contribution le *Vincent-Michelle*. De plus, son souhait de partir en Angleterre est de plus en plus grand. Comme le note l'historien Emmanuel Couanault : « Il se sent menacé à la suite d'une proposition étrange que lui a faite un ancien client allemand, revenu avec les troupes d'Occupation. Il s'agissait d'aller avec son bateau récupérer un colis au large de l'Irlande, dans le plus grand secret<sup>8</sup> ». Si Henri Péron est d'accord pour mener la mission, il n'est pas certain que le reste de l'équipage accepte. L'opération est donc menée en deux phases. Le 2 juillet 1941, Henri Péron se cache à bord du *Vincent-Michelle* et attend que l'équipage, qui n'est pas au courant de l'opération, prenne le large. Une fois en mer, il révèle sa présence et explique à l'équipage le projet : rejoindre en mer le *Saint-Guénolé*, navire de pêche de Kerdruc sur lequel se trouvent six passagers, puis les transborder à bord du *Vincent-Michelle* et rejoindre le lieu de rendez-vous des Britanniques au large de l'archipel des Glénan. L'équipage accepte et réalise le plan dicté par Henri Péron. En pleine nuit, à une vingtaine de milles nautiques au Sud des Glénan, le contact est pris avec le sous-marin HMS *Sealion*. Une fois que les ex-passagers du *Saint-Guénolé* et Henri Péron ont été transbordés à bord du sous-marin, le *Vincent-Michelle* retourne à Penmarc'h avec du courrier, de nouveaux postes et de l'argent<sup>9</sup>. Le

HMS *Sealion*, alors en mission au large des côtes françaises, ne prend pas la direction de l'Angleterre dans la foulée puisqu'il doit d'abord réaliser quelques patrouilles. Le bâtiment britannique n'arrive qu'à Portsmouth le 13 juillet 1941.

## Juillet 1941 : Engagement dans les FNFL

Pour Henri Péron, l'arrivée en Grande-Bretagne constitue une nouvelle étape dans son engagement dans la Résistance. Dans sa lettre aux Richards, Henri Péron évoque son départ de Bretagne : « Je ne suis pas très rassuré quant à ma famille là-bas ; qu'elle me pardonne de l'avoir sacrifiée temporairement pour mon pays, car bientôt, avec l'aide de nos puissants alliés, le fou de Berchtesgaden sera à son tour cloué au pilori ». Dès le mois de juillet 1941, Henri Péron met à profit ses compétences de pharmacien-chimiste au service de la France Libre et s'engage dans les Forces navales françaises libres comme Pharmacien chimiste de 2<sup>e</sup> classe sous les ordres du Docteur Robert Garraud, alias Ray Jean, médecin principal de la Marine. Après avoir été dans les premiers mois de la France Libre commun aux trois armées, le service de santé des FNFL a été créé le 15 janvier 1941 et ne comptait au départ que neuf médecins. Pour pallier la pénurie de médecins, il a fallu faire appel aux médecins de l'armée de terre désireux de servir dans la Marine, aux civils étrangers, aux élèves de l'École de santé navale et aux étudiants médecins<sup>10</sup>. Ainsi, l'arrivée d'Henri Péron est une réelle aubaine pour le service de santé des FNFL. De juillet 1940 à juillet 1941, les malades ou blessés FNFL étaient traités dans les hôpitaux de la *Royal Navy*, dans les hôpitaux civils de Londres et d'Écosse, ce qui soulevait pour les intéressés de douloureux problèmes de langue, de nourriture et de moral. La création d'un hôpital maritime français était très souhaitable. Elle fut possible grâce à la duchesse douairière de Hamilton qui mit généreusement à la disposition des FNFL trois immeubles contigus qu'elle possédait dans le quartier de St John's Wood. Le centre médical de Londres est entré en service le 15 août 1941 et c'est dans cette structure que sert Henri Péron lorsqu'il s'engage dans les FNFL. Tandis qu'il prend ses marques au sein des FNFL, de l'autre côté de la Manche sa femme écrit, en date du 2 août 1941, une lettre à destination de son mari. Cette nouvelle archive nous permet de faire un point sur les principales préoccupations de la famille Péron juste

après le départ d'Henri. Malgré le fait que la lettre soit en partie détériorée 84 ans après son écriture, nous avons choisi de la retranscrire, ci-dessous, en respectant les parties de phrases manquantes :

« Penmarc'h, 2 août 1941

Mon aimé,

Voilà un mois aujourd'hui que tu m'as quitté, un mois qui m'a paru bien long, inutile de te dire que j'ai eu un grand chagrin, il est si dur d'être séparé, enfin l'essentiel est que tu es arrivé à bon port.

Par le patron<sup>11</sup>, j'ai su aussitôt que l'opération s'est faite sans incident. Ce n'est que huit jours après que j'ai eu la visite de B. J. [...] d'apprendre par lui que tout s'était très [...] passé a été pour moi un soulagement.

La famille est inquiète à ton sujet. Les L. doivent avoir des soupçons, d'après quelques [...] eu des échos.

Les gens jacassent, chacun dit son mot, tout cela me laisse indifférente, je sais que mon H.<sup>12</sup> est tout pour sa Berna qui l'aime et en souffre d'être si loin de toi.

Le patron est venu hier à la maison il est très heureux de son geste

bientôt il doit entreprendre un autre voyage dans les mêmes conditions, c'est pourquoi je profite [...] t'envoyer de mes nouvelles, je sais combien tu es inquiet à notre sujet, sois tranquille mon chéri pour le moment tout va bien.

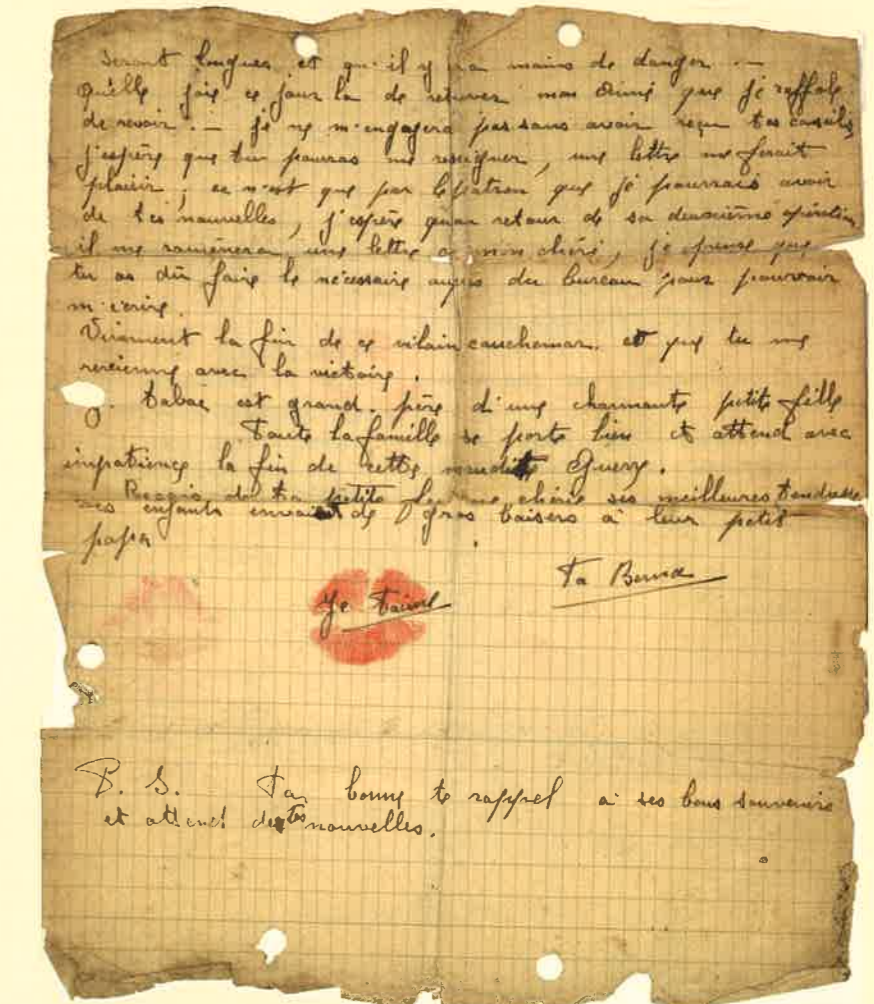
La petite est rentrée quatre jours après ton départ<sup>13</sup>. Elle a beaucoup grandi, elle s'est vite acclimatée, à son arrivée je la trouvais pâle, je lui fais prendre un fortifiant qui déjà lui donne de belles couleurs.

Elle est heureuse d'être à la maison, elle profite bien de ses vacances.

Nounouche<sup>14</sup> court par là il est heureux d'être avec sa sœur, il attend tous les jours ton retour dès qu'il voit arriver la régie il me dit ! Maman ? vite ? vite ? papa est arrivé.

Le petit lapin fait sa sieste, il doit rêver aux anges, c'est l'âge heureux<sup>15</sup>.

Tous les trois avant de se coucher disent une prière pour leur papa, ils prient le bon Dieu de le protéger, qu'il fasse que tu leur reviennes bien vite.



Dernière page de la lettre d'Anna Péron, écrite le 2 août 1941 (coll. FFL)

Ton neveu est rentré hier avec succès il a été reçu 1<sup>er</sup> avec mention.

Le fils de nos amis E. D. a été reçu au bachot tu penses que sa maman était heureuse.

Monsieur A.D. a été également reçu.

J'ai eu nos amis de Brest trois jours à la maison, nous avons déjeuné ensemble chez tes bons amis Dr [...].

Notre bateau a bien travaillé en deux jours de mer il a fait soixante-cinq mille francs de vente.

Par manque de charbon je me suis vu obligé de cesser le travail à l'usine j'ai fait le nécessaire auprès du président et du syndicat, donc j'espère que ce ne sera que momentané.

À la maison tout va bien le commerce marche [...].

La famille était vexée que tu sois parti sans lui faire tes adieux enfin cela n'a pas grande importance, elle a l'air de se bien trouver à la maison et ne demande même plus à lui chercher un logement.

Le patron serait heureux lui aussi de partir en amenant toute sa famille, les enfants et moi, il ne partira qu'à l'approche de l'hiver quand les nuits seront longues et qu'il y a moins de danger.

Quelle joie ce jour-là de retrouver mon Aimé que je raffole de revoir. Je ne m'engagerai pas sans avoir reçu tes conseils, j'espère que tu pourras me renseigner, une lettre me ferait plaisir, ce n'est que par le patron que je pourrais avoir de tes nouvelles, j'espère qu'au retour de sa deuxième opération il me ramènera une lettre de mon chéri, je pense que tu as dû faire le nécessaire auprès du bureau pour pouvoir m'écrire.

Vivement la fin de ce vilain auchemar et que tu me reviennes avec la victoire.

[...] est grand-père d'une charmante petite fille.

Toute la famille se porte bien et attend avec impatience la fin de cette maudite guerre.

Reçois de ta petite femme chérie ses meilleures tendresses.

Les enfants envoient de gros baisers à leur petit papa.

Ta Berna »

Si la date de rédaction de cette lettre est connue, nous n'avons pas connaissance de la période à laquelle elle a pu parvenir à Henri Péron. Comme Anna (Bernadette) le précise dans sa lettre, il faut attendre qu'un prochain voyage soit organisé pour que le courrier puisse passer en Angleterre. L'un de ces voyages nous est connu car celui-ci concerne Jean Lavalou, l'autre pharmacien du réseau *Johnny* et qui avait mis en relation Henri Péron avec Jean Le Roux. Grillé par les Allemands qui exercent une pression de plus en plus forte sur le réseau *Johnny*, Jean Lavalou s'est réfugié quelques temps à Paris dans l'attente de l'organisation d'un prochain voyage vers l'Angleterre. Apprenant que la mission est sur le point d'être déclenchée, il revient dans le Finistère dans le courant du mois de novembre 1941. Le 26 novembre, le chalutier *Veac'h vad* de Saint-Guérolé, appartenant à Sébastien Briec, appareille depuis Concarneau avec quatre résistants (Robert Alaterre, Rolland Hascoet, Jean Lavalou et Paul Vourc'h) cachés dans la glacière du bateau. Comme ce fut le cas pour le voyage de juillet 1941, l'équipage de onze hommes (dont Bastien Briec, le fils de Sébastien) du *Veac'h vad* n'apprend la présence des résistants qu'une fois en mer. Vers 1 heure du matin, le 27 novembre, le *HMS Sealion* fait surface mais le mauvais temps provoque une collision entre les deux bâtiments, ouvrant une brèche sur bâbord arrière du chalutier, heureusement sans gravité. Les quatre résistants arrivent à être transbordés à bord du sous-marin, tandis que le *Veac'h vad* reprend la direction de Concarneau avec une cargaison d'armes, des émetteurs et du courrier<sup>16</sup>. En Angleterre, comme son confrère Henri Péron, Jean Lavalou s'engage dans les FNFL. Sa date de ralliement est le 12 décembre 1941, jour où le

*HMS Sealion* arrive sur les côtes britanniques. Nommé pharmacien de 1<sup>re</sup> classe de la Marine, il sert tout d'abord à la base de Liverpool à partir du 15 février 1942.

### Chez les Saint-Pierrais-et-Miquelonnais

Dans le cadre de nos recherches sur le parcours d'Henri Péron, nous n'avons pas pu réunir d'éléments sur le déroulé de son année 1942, hormis le fait qu'il soit promu pharmacien de 1<sup>re</sup> classe (depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1941). Le service de santé des FNFL n'est pas seulement présent en Grande-Bretagne car des antennes médicales furent également créées en outre-mer : Pointe-Noire, Beyrouth, Diego-Suarez, Nouméa, Tahiti, en collaboration avec les services des troupes coloniales, mais aussi sur l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon où l'antenne comprend un service médical et chirurgical. C'est dans cet archipel outre-Atlantique, rallié à la France Libre depuis décembre 1941, qu'Henri Péron est affecté. Nous savons qu'il quitte le Centre médical de Londres le 13 décembre 1942 et prend son poste à Saint-Pierre-et-Miquelon en février 1943. Son poste au Centre de Londres ne pouvant être laissé vide, c'est Jean Lavalou, arrivé à Londres en octobre 1942, qui le remplace.

Depuis le ralliement de l'archipel à la France, la vie du service de santé a été mouvementée. Le médecin capitaine Bertrand Gau, chirurgien et chef du Service de Santé, et le médecin capitaine Alfred Robert, en service dans l'île de Miquelon, refusèrent de se rallier à la France Libre. Bertrand Gau a décidé de partir aux États-Unis, tandis qu'Alfred Robert a pris la direction des Antilles. Le docteur Dunan, médecin civil contractuel, se rallia aux Forces françaises libres et fut nommé chef intérimaire du Service de Santé, avant d'être succédé par le médecin capitaine de réserve Charles Coucke, médecin du *Savorgnan de Brazza*, en février 1942. Lorsque Henri Péron pose le pied dans l'archipel au début de l'année 1943, c'est le médecin des FNFL, Henri Debidour, *alias* Monrad, qui a pris les commandes du Service de Santé (depuis juillet 1942). L'arrivée d'un nouveau pharmacien n'est pas refus car l'île manque de tout au niveau médical. En parallèle de ses activités médicales, Henri Péron se lance dans une autre activité, celle-ci plus économique. Les îles Saint-Pierre-et-Miquelon peuvent s'appuyer sur la pêche à la morue et les activités qui en découlent (préparation et transformation de la morue, salage, séchage, fabrication de farine de morue et de guano artificiel, extraction de l'huile des foies...) pour faire tourner l'économie. Le 28 juillet 1944, l'administrateur du Territoire des îles Saint Pierre et Miquelon prend un arrêté « créant une Huilerie-Raffinerie de foies de morues à Saint-Pierre, vu



Le HMS Sealion (DR)

la nécessité de développer toute industrie se rapportant à la pêche, en vue de lutter contre le chômage et attendu qu'il y a[vait] lieu de prévoir la production d'huile médicinale pour les besoins des populations libérées de la métropole<sup>17</sup>». Cette Huilerie-Raffinerie est placée sous l'autorité du pharmacien de l'Hôpital-hospice-orphelinat ou d'un agent désigné par le chef du Territoire. Le premier directeur désigné n'est autre qu'Henri Péron<sup>18</sup>.

### De retour à Penmarc'h et fin de guerre

L'aventure saint-pierrais-et-miquelonnaise se termine en avril 1945 pour Henri Péron. Le 1<sup>er</sup> avril 1945, il est promu Pharmacien principal de réserve et rentre en France où il sert à l'hôpital militaire de Lorient jusqu'en septembre, période où il est démobilisé. Puis, Henri Péron retrouve la vie civile dans sa pharmacie de Penmarc'h avec sa femme comme aide-pharmacienne. Rappelé à l'activité entre août 1956 et août 1958 sur sa demande, il reprend du service

dans la Marine à Lorient<sup>19</sup>. Décoré de la Légion d'honneur en 1946, de la médaille des évadés, Henri Péron est également Chevalier de l'ordre du Nichan el Anouar pour son service à Saint-Pierre-et-Miquelon. Le 11 décembre 1984, Anna Péron décède à Pont-l'Abbé, laissant veuf Henri jusqu'à son décès dans la même ville, le 6 octobre 1993.

De son côté, Jean Lavalou est resté au Centre médical de Londres jusqu'en juin 1945 avant de terminer la guerre à l'hôpital maritime de Brest où il fut démobilisé le 19 décembre 1945. Après-guerre, il reprend sa pharmacie au Guilvinec. Titulaire des Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, de la médaille de la Résistance, des Médailles des Evadés 1914-1918 et 1939-1945, Jean Lavalou a été promu Commandeur de la Légion d'honneur le 11 février 1968. Jusqu'à son décès le 24 avril 1969 à Paris, il fut très impliqué dans le monde des Anciens combattants et de la mémoire : Président départemental des Anciens Combattants de la Résistance,

Président départemental (Finistère) de l'Association des Français Libres, Vice-président du comité Jean Moulin du Finistère. Ses obsèques dans le Nord Finistère, à Lanmeur, ont réuni de nombreuses personnalités de la France Libre et de la Résistance, dont l'amiral Lahaye<sup>20</sup>. Sa femme, Marie Lavalou, née Guillemot, est décédée en 1986 et fut, elle aussi, Française libre en tant qu'agent PI dans le réseau *Johnny*.

Notre enquête sur nos archives anonymes s'achève. Enfin, nous avons pu mettre des visages et des parcours derrière ces quelques documents ayant traversé plus de 80 ans d'histoire. Un nouveau fonds a pu être constitué à la Fondation de la France Libre, sous le nom de : Henri, Marie Péron, Pharmacien de 1<sup>re</sup> classe, FNFL (1904-1993).

**Jérôme Maubec,  
En collaboration avec  
Camille Hermelin**

Merci à Gwenaél Bonneval pour l'ensemble des recherches généalogiques.

## BIBLIOGRAPHIE

- CHALINE E., SANTARELLI P., *Historique des Forces navales françaises libres*, Tome 1, Service Historique de la Marine, 1994, 501 p.  
CHAULIAC Guy, *Le service de santé de la France Libre 1940-1943*, 1994, 244 p.  
COUANAULT Emmanuel, *Des agents ordinaires. Le Réseau « Johnny » 1940-1943*, Locus Solus, 2016, 159 p.  
*Ils ont rejoint la France Libre dès juin 1940. Hommage aux jeunes du Guilvinec et de Treffragat-Léchiagat qui ont refusé la défaite*, brochure réalisée par la Délégation au Souvenir des Marins de la France Libre, 2021, 58 p.  
Revue de la France Libre, n° 158, septembre-octobre 1965  
TROUPLIN Vladimir, *Dictionnaire des Compagnons de la Libération*, Bordeaux, Elytis, 2022, 1692 p.

- <https://francelibre.net/liste-francais-libres/>
- Henri, Marie Péron est né à Penmarc'h, le 1<sup>er</sup> décembre 1904, fils d'Alain Péron (menuisier) et de Françoise Loussouarn (ménagère).
- <https://kbcpenmarch.francserv.com/les-metiers-anciens-a-penmarch-suite-1.html>
- Le recensement de Penmarc'h réalisé en 1936 note que sa belle-mère, Emilie Marot, vit également avec Henri et Michelle. D'après la lettre d'Henri Péron, Emilie Marot décède peu de temps après le départ de sa fille.
- François Péron a été fait Compagnon de la Libération à titre posthume par décret du 17 août 1941.
- COUANAULT Emmanuel, *Des agents ordinaires. Le Réseau « Johnny » 1940-1943*, Locus Solus, 2016, p.51
- L'autre propriétaire du *Vincent-Michelle* est Jacques Scullier.
- COUANAULT Emmanuel, *Des agents ordinaires. Le Réseau « Johnny » 1940-1943*, op.cit., p.65
- Ibid.*, p. 67
- Au 31 juillet 1943, le service comprend 35 médecins, 3 pharmaciens, 4 chirurgiens-dentistes et 3 officiers d'administration.
- Nous pouvons supposer qu'il s'agit de Jacques Scullier.
- H. pour Henri.
- Il s'agit ici de sa fille Michelle.
- Sans doute parle-t-elle d'Henri, né en 1937.
- Elle évoque ici Alain, né en 1940.
- Navires & Histoire*, n° 107
- GUYOTJEANNIN Charles, LEHUENEN Joseph, « Les îles Saint-Pierre-et-Miquelon productrices d'huile de foie de morue », in *Revue d'histoire de la pharmacie*, 73<sup>e</sup> année, n°264, 1985, p. 58
- Henri Péron est remplacé par Roger Robin à son départ de l'archipel.
- Henri Péron est rayé des contrôles de l'activité le 1<sup>er</sup> août 1958.
- Revue de la France Libre*, n°180, mai-juin 1969, pp. 13-14

## AVIS À NOS ABONNÉS

Sauf avis contraire de notre part, les ouvrages faisant l'objet d'un compte-rendu dans notre revue ne sont pas disponibles à la vente à la Fondation de la France Libre.

# Il y a 50 ans... disparaissait le général Paul Legentilhomme (1884 - 1975)

Il y a 50 ans, le 23 mai 1975, disparaissait le général d'armée Paul Legentilhomme. De Djibouti en 1940 à Paris en 1945, ce numéro de la Revue de la Fondation de la France Libre est l'occasion de revenir sur le parcours de ce Français Libre qui refusa de baisser les armes en juin 1940.



Le général Legentilhomme blessé au bras en Syrie en juin 1941 (coll. FFL)

Normand, Paul Legentilhomme est né à Valognes, dans la Manche, le 26 mars 1884. Pour ses études secondaires, le jeune Manchois part pour Le Havre au lycée de garçons, de 1896 à 1902, où il obtient un baccalauréat ès lettres et de mathématiques. Très bon élève, il reste dans le département de la Seine-Inférieure, au lycée de Rouen, pour y préparer son entrée à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. C'est dans la lignée de ses bons résultats qu'il entre à Saint-Cyr en 1905 (promotion *La Dernière du Vieux Bahut*). Paul Legentilhomme sort de l'École en 1907 très bien classé (3<sup>e</sup>) et choisit l'infanterie coloniale où il est affecté au 23<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale (23<sup>e</sup> RIC) comme sous-lieutenant. Un an plus tard, sa vie personnelle prend aussi du galon grâce à son mariage avec Louise Lebrun, fille du directeur du Crédit Lyonnais de Cherbourg et vice-consul de Norvège. En 1909, promu lieutenant, Legentilhomme part pour l'Indochine où il sert au Tonkin dans le 3<sup>e</sup> régiment de tirailleurs tonkinois, puis au 10<sup>e</sup> RIC et au 2<sup>e</sup> RIC, avant de revenir en métropole en 1912 où il retrouve le 23<sup>e</sup> RIC.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, Paul Legentilhomme est envoyé sur le front des Ardennes avec son régiment et prend part à la bataille de Neufchâteau en Belgique. Le 22 août 1914, quelques jours après le début des hostilités, il est fait prisonnier et interné. Il faut attendre no-

vembre 1918 pour qu'il puisse revenir en France. Promu capitaine, les premiers mois de l'année 1919 se déroulent au sein de l'état-major des troupes françaises au Levant. Dès le mois d'octobre de la même année, à peine un an après son retour de captivité, Legentilhomme entre à l'École de Guerre, avant de repartir en Indochine en 1920, au Tonkin, à l'état-major du général commandant supérieur des troupes en Indochine. Il revient en France en 1922 où il retrouve une nouvelle fois le 23<sup>e</sup> RIC. En 1924, Paul Legentilhomme devient chef de bataillon et part deux ans plus tard pour l'Afrique, à Madagascar, où il sert à l'état-major du général commandant supérieur des troupes de l'Afrique-Orientale française, puis au 1<sup>er</sup> régiment mixte de Madagascar. Ce premier séjour en terre africaine dure jusqu'en 1928. La montée dans les grades ne cesse de s'accélérer. En 1929, il est promu lieutenant-colonel puis chef d'état-major de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie coloniale (3<sup>e</sup> DIC) en 1930 où son supérieur se trouve être le général Gaston Billotte, père de Pierre Billotte. Au sein de la 3<sup>e</sup> DIC, un nouveau séjour en Indochine l'attend de 1931 à 1935. C'est en terre indochinoise que Legentilhomme devient colonel en 1934. Revenu en France métropolitaine, il commande le 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs sénégalais à Toulon en 1935, puis est nommé commandant en second de Saint-Cyr en 1937, avant d'être détaché au Centre des hautes études militaires.

En décembre 1938, Paul Legentilhomme est promu au grade de général de brigade et est envoyé, en janvier 1939, à Djibouti comme commandant supérieur des troupes en Côte française des Somalis, territoire situé entre l'Éthiopie conquise par les Italiens à l'Ouest, l'Erythrée sous domination italienne au Nord et la Somalie britannique au Sud. C'est sur ce territoire qu'il apprend l'entrée en guerre de la France en septembre 1939. Dans ce cadre, Legentilhomme prend, quelques mois plus tard, le commandement des forces franco-britanniques du Somaliland, tout en dépendant directement du commandant en chef pour le Moyen-Orient, le général britannique Archibald Wavell. En juin 1940, ses troupes attaquent les positions italiennes situées sur la voie ferrée Djibouti - Addis-Abeba et les repoussent. Le 18 juin 1940, au lendemain de la demande d'armistice par le maréchal Pétain, et sans avoir pris connaissance de l'appel du général de Gaulle, le général Legentilhomme confirme au gouverneur de la Côte française des Somalis, Hubert Deschamps, non enclin à poursuivre le combat, son souhait de continuer la lutte jusqu'à la victoire finale (« Ordre général n°4 »). Ce choix le met dans une situation délicate car une majorité de la population et des autorités restent fidèles au maréchal Pétain. À Djibouti, Legentilhomme vacille, lui qui pensait pouvoir s'appuyer sur ses 10 000 soldats.

Au Levant, un colonel français a la même conviction que le général Legentilhomme de continuer le combat. Il s'agit d'Edgard de Larminat, chef d'état-major du général Eugène Mittelhauser, commandant le théâtre d'opérations au Moyen-Orient. Dans un premier temps, de Larminat a essayé de convaincre son supérieur de le rallier à sa cause mais sans succès, puis a préparé le passage en Palestine britannique des éléments les plus déterminés pour poursuivre la lutte. Vu comme un élément agitateur, le colonel de Larminat est arrêté et emprisonné à Damas le 27 juin 1940, avant de s'évader trois jours plus tard pour rejoindre les Britanniques en Palestine. Ayant pris contact avec le général de Gaulle, de

15/9/45

ASSOCIATION DES FRANÇAIS LIBRES

27, rue Jean-Goujon -

**DEMANDE D'ADMISSION**

NOM : LEGENTILHOMME

Prénoms : Paul Louis Victor Marie Pseudonyme : \_\_\_\_\_

Grade : Lieutenant de Col. 2<sup>e</sup> Armée Date et lieu de naissance : 26 Mars 1884 - Valognes

Adresse : Gouvernement Militaire de Paris Nationalité : Française

de ralliement à la France Libre : 18 Juin 1940

Engagement dans les F.F.L. : 2 Août 1940

Fiche d'inscription du général Legentilhomme à l'Association des Français Libres en 1945 (coll. FFL)

Larminat est chargé de mission au Moyen-Orient. C'est dans ce contexte qu'il prend la direction de Djibouti où il arrive le 14 juillet 1940 et prend contact avec Paul Legentilhomme. Les deux hommes essaient de convaincre les pouvoirs administratifs et les militaires de se rallier au général de Gaulle mais, là aussi, sans succès. Pour renforcer son emprise sur la Côte française des Somalis, Vichy dépêche sur place de nouveaux hommes. Le 21 juillet, Hubert Deschamps est remplacé par le général Maxime Germain afin de faire appliquer sur le territoire les décisions de l'armistice. Germain et Legentilhomme se connaissent très bien. Si, un temps, Legentilhomme tente de s'opposer aux nouvelles mesures du général Germain, ce dernier sape son assise en rencontrant un à un les officiers. Finalement, Paul Legentilhomme est lui aussi révoqué et remplacé par le général Georges Aymé. Il a l'ordre de rentrer en métropole tandis que de Larminat est déjà reparti en direction de l'Égypte. Ce n'est pas du tempérament de Legentilhomme de repartir en métropole, lui qui souhaite toujours continuer le combat auprès du général de Gaulle. Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 août 1940, Legentilhomme, en compagnie de son chef de cabinet, le commandant Raymond Appert<sup>2</sup>, ainsi qu'un autre officier,

des Essars, quittent Djibouti pour rejoindre Aden. Rallié à la France Libre en date du 22 août, un télégramme du général de Gaulle lui demande de rejoindre au plus vite l'Angleterre. Comme le note Jean-Christophe Notin, le ralliement du général Legentilhomme « est certes précieux pour le général de Gaulle, mais privé de l'apport de la garnison de Djibouti, c'est un roi sans terre qui fait allégeance...<sup>3</sup> ». Il faut tout de même noter que, fin août 1940, les officiers généraux sont très rares à avoir ralliés le général de Gaulle (l'amiral en retraite Muselier le 30 juin, le général Legentilhomme et le général Catroux, du cadre de réserve, gouverneur général de l'Indochine<sup>4</sup>).

Déchu de la nationalité française par le gouvernement de Vichy, le général Legentilhomme arrive en Angleterre le 31 octobre 1940. En janvier 1941, il devient général de division avant de rejoindre, le 8 février 1941, son nouveau poste à Khartoum pour prendre le commandement des Forces françaises libres au Soudan et en Erythrée. Sa mission est de rallier les troupes de Djibouti à la France Libre (opération *Marie*)<sup>5</sup>. Début mars 1941, le général de Gaulle est convaincu que de grandes épreuves attendent la France Libre au Moyen Orient et en Afrique. Il décide de se rendre sur place pour prendre les décisions politiques et stratégiques qui s'imposent. Parti de Londres le 14 mars, de Gaulle séjourne d'abord au Tchad, au Soudan, puis en Erythrée avant d'arriver au Caire le 1<sup>er</sup> avril 1941. Les Britanniques n'étant pas dans la meilleure posture en Cyrénaïque, il devient urgent de prendre le contrôle des territoires au Levant. Le 11 avril, Legentilhomme se voit confier la mission de rassembler toutes les forces françaises disponibles au Moyen-Orient, puis de constituer une division légère destinée à être utilisée, dans un premier temps, sur le théâtre Cyrénaïque - Égypte. Depuis Khartoum (où il continue à travailler au ralliement de Djibouti), Legentilhomme prend immédiatement contact avec l'ancienne BFO et les trois bataillons de marche formés à Brazzaville (le BMI), à Bangui (BM2) et à Douala (BM4). En quelques semaines, la 1<sup>re</sup> division légère française libre (1<sup>re</sup> DLFL) est créée. Le général Legentilhomme prend le commandement de la 1<sup>re</sup> DLFL rassemblée à Qastina, en Palestine, en mai 1941. Le 26 mai, le général de Gaulle vient en personne passer en revue la nouvelle division tout juste créée, constituée de 5 400 soldats. En juin 1941, débute la campagne de Syrie. Le corps expéditionnaire allié, sous les ordres du général Maitland Wilson, est composé de Français Libres,



Legentilhomme entouré par lord Inverclyde, le général Valin et René Cassin lors de la Free French Parade And Breton Concert à Glasgow en 1942 (coll. FFL)

d'Anglais, d'Australiens et d'Hindous, faiblement pourvus de blindés et d'artillerie. À la 1<sup>re</sup> DFL de Legentilhomme, s'ajoutent également les 450 cavaliers de Philibert Collet. Le 8 juin 1941, les troupes entrent en Syrie. Dans son QG installé à Al-Sanamayn, sur la route de Damas, le général Legentilhomme est blessé au bras gauche le 11 juin à la suite d'une attaque de l'aviation adverse. Avec le bras en écharpe, il voit ses troupes entrer dans Damas le 21 juin puis dans Nebek le 26. Après la campagne de Syrie, la 1<sup>re</sup> DFL est dissoute le 20 août 1941.

Pour le général Legentilhomme, une nouvelle phase de la guerre débute. En septembre 1941, il est nommé commissaire national à la Guerre avec une tâche très importante et imposante : organiser l'instruction, l'entraînement, le ravitaillement et la logistique de l'ensemble des FFL sur les territoires ralliés à la France Libre. Son dévouement pour la cause française libre lui vaut de recevoir des mains du général de Gaulle, le 9 septembre 1942, la Croix de la Libération à Beyrouth<sup>1</sup>. Tout en demeurant commissaire à la Guerre, Legentilhomme devient, en décembre 1942, haut-commissaire pour les possessions françaises de l'océan Indien et gouverneur de Madagascar. Dans ce cadre, il supervise le ralliement de la Réunion, de Madagascar et de Djibouti. Le mois suivant, le général de Gaulle le nomme membre du Conseil de Défense de l'Empire, avant de devenir général de corps d'armée le 1<sup>er</sup> mars 1943 et de quitter son poste de gouverneur de Madagascar le 5 mai. À sa demande, le général Legentilhomme souhaite également démissionner de son poste de commissaire à la Guerre. Réticent face à ce souhait, de Gaulle ne veut pas s'en séparer. Dans le contexte de la création du Comité français de Libération nationale (CFLN), en juin 1943, le général de Gaulle, co-président du CFLN avec le général Giraud, veut s'appuyer sur Legentilhomme. Le 24 juin 1943, il est nommé inspecteur général des forces françaises, puis commissaire adjoint à la Défense du CFLN au moment de la réunification des armées (fin juillet - début août 1943). Finalement, le général Legentilhomme devient commissaire à la Défense le 25 septembre 1943. Par un jeu de nominations tout au long de l'été, le général de Gaulle a



Le général de Gaulle décore de la médaille militaire le général Legentilhomme en juin 1960 (coll. FFL)

réussi à conserver Paul Legentilhomme dans des postes stratégiques de la Défense.

Le nouveau commissaire à la Défense occupe un poste qui relève plus de la politique que du militaire, ce qui ne lui sied guère. Dès le mois de novembre 1943, Legentilhomme est remplacé par André Le Troquer afin de devenir inspecteur général des troupes coloniales. En 1944, les Alliés et les Français ont comme point de mire la libération de la France. Souvent effacé face à des figures importantes, tel que le général Koenig, le général Legentilhomme joue également un rôle clé au moment de la Libération. Quelques jours après la débarquement de Normandie, il pose le pied sur le sol de France pour prendre le commandement des régions libérées. L'une de ses missions consiste à transformer les unités FFI en unités régulières et d'apporter aux troupes alliées une aide efficace. En juillet 1945, Legentilhomme succède au général Koenig au poste de gouverneur militaire de Paris et commandant de la 1<sup>re</sup> région militaire. C'est à ce poste qu'il termine la guerre.

Après-guerre, en janvier 1947, il est promu général d'armée puis placé au cadre de réserve la même année. Au début des années 1950, il devient conseiller militaire de François Mitterrand, alors ministre de la France d'Outre-mer (1950-1951). Entre 1952 et 1958, Legentilhomme siège à l'Assemblée de l'Union française sous l'étiquette de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance. Ses rapports avec le général de Gaulle et la France Libre ne se sont pas rompus au fil du temps. Membre du conseil de l'Ordre de la Libération (dont il était le doyen) et un des premiers inscrits dans l'Association des Français Libres (neuvième inscrit, admis le 1<sup>er</sup> septembre 1945), il reçoit la médaille militaire des mains du général de Gaulle en juin 1960. Retiré en 1968 dans la commune de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes), le général Legentilhomme s'y éteint le 23 mai 1975.

Jérôme Maubec

## BIBLIOGRAPHIE

- BRANCA Eric, *De Gaulle et les Français Libres*, Paris, Albin Michel, 2010, 272 p.  
 BROCHE François, CAÏTUCOLI Georges, MURACCIOLE Jean-François, *La France au combat. De l'Appel du 18 juin à la victoire*, Paris, Perrin, 2007, 848 p.  
 BROCHE François, « Legentilhomme, Paul (1884-1975) », in BROCHE François, CAÏTUCOLI Georges, MURACCIOLE Jean-François, *Dictionnaire de la France Libre*, Paris, Robert Laffont, 2010, pp. 869-871  
 CREMIEUX-BRILHAC Jean-Louis, *La France Libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, 969 p.  
 DE LANNOY François, SCHIAVON Max, *Les généraux français de la Victoire 1942-1945*, Antony, ETAI, 2016, 192 p.  
 NOTIN Jean-Christophe, *1061 Compagnons. Histoire des Compagnons de la Libération*, Paris, Perrin, 2000, 822 p.  
*Revue de la France Libre*, n° 211, juin-juillet 1975  
 TROUPLIN Vladimir, *Dictionnaire des Compagnons de la Libération*, Bordeaux, Elytis, 2022, 1691 p.

1 Le général Maxime Germain est le père d'Hubert Germain.

2 Raymond Appert sera fait Compagnon de la Libération par décret du 31 décembre 1942.

3 NOTIN Jean-Christophe, *1061 Compagnons. Histoire des Compagnons de la Libération*, Paris, Perrin, 2000, p. 128

4 CREMIEUX-BRILHAC Jean-Louis, *La France Libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 89

5 Finalement, il faut attendre décembre 1942 pour que Djibouti rallie la France Libre.

6 Décret du 18 novembre 1945 (à compter du 2 septembre 1942).

## Les Résistantes



En avril 2025, le producteur de radio, auteur et journaliste Philippe Collin a publié son dernier ouvrage, intitulé *Les Résistantes. Le rôle crucial des femmes face au nazisme*. Édité par Albin Michel et Radio France, ce livre est l'adaptation du podcast consacré aux Résistantes, diffusé en 2023 sur France Inter. À travers les destins croisés de cinq résistantes, Philippe Collin retrace le rôle important joué par les femmes dans la Résistance intérieure et la France Libre face au nazisme. Parmi elles, certaines ont des parcours déjà connus par les spécialistes et le grand public : Geneviève de Gaulle, Lucie Aubrac, Simonne Mathieu. Les deux autres sont demeurées dans l'ombre dans l'historiographie de la Résistance : Renée Davelly et Mila Racine. Les parcours originaux de ces résistantes nous permettent d'avoir un spectre assez large de l'engagement des femmes dans la Résistance entre 1940 et 1944. La résistance féminine paraît d'autant plus remarquable qu'elle implique une double transgression : face à l'ordre imposé par Vichy et l'occupant d'une part, au regard de la place assignée aux genres dans la société française de l'époque, de l'autre. Au fil des 450 pages et dix chapitres, illustrés par de très nombreuses photographies et archives (souvent inédites), le destin de ces femmes nous est conté avec une réelle aisance.

Afin de mieux aborder le sujet, le choix a été fait de ne pas débiter le récit en 1939 ou 1940, au moment du déclenchement des hostilités, mais bien en amont, en 1923, année où Adolf Hitler réalise son putsch de la Brasserie, à Munich. Le premier chapitre tente d'analyser l'impact de la Première Guerre mondiale sur les premières années de vie des cinq futures résistantes, qui ne sont encore qu'enfants ou en début d'adolescence. Puis viennent les années 1930 et la montée en puissance du Troisième Reich. Philippe Collin, en s'appuyant sur l'expertise

## Rétro-chaos. Mémoires

Parmi les figures incontournables de la France Libre et des Compagnons de la Libération, il est indéniable d'évoquer celle de Daniel Cordier, décédé en novembre 2020.

Après avoir mis à l'écart sa vie de résistant après la guerre pour se consacrer à sa carrière de collectionneur et de marchand d'art, ce n'est qu'à partir de la fin des années 1970 et surtout dans les années 1980 qu'il renoue avec son passé pour réhabiliter l'engagement de celui qui fut son chef, Jean Moulin. Dans ce cadre, il publia, en 1983, *Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance* (CNRS Éditions), puis *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon* chez JC Lattès entre 1989 et 1993, et enfin *Jean Moulin, la République des catacombes* en 1999 chez Gallimard. Mettant en lumière la vie de ceux qu'il côtoya pendant la guerre, Daniel Cordier a longtemps laissé dans l'ombre la sienne. En 1994, pourtant, il sauta le pas et commença à rédiger ses Mémoires pour relater les événements marquants de sa vie, lui le Bordelais né en 1920 et à qui on lui disait qu'il avait vécu trois vies : résistant, marchand de tableaux et historien. En 2004, à l'âge de 84 ans, les aélas de la vie le rattrapèrent. Daniel Cordier doit subir une opération urgente, sans savoir ce que l'avenir lui réserve. Ses Mémoires étant encore dans une phase de brouillon, Daniel Cordier profite de sa convalescence pour dresser un bilan non exhaustif (tout de même près de 350 pages) de sa vie. Comme il le rappelle dans son « puzzle vivant », à savoir son introduction : « Le bonheur de la mémoire est l'oubli. C'est pourquoi je ne dirai pas toute la vérité sur mon existence. Mais ce que j'avouerai ne sera pas trafiqué. Ce n'est pas que je possède un goût vertueux pour la vérité. Mon apprentissage de l'histoire m'a appris que seule la vérité est surprenante. La plus fiévreuse imagination ne saurait l'égaliser ». Ainsi, au fil des cinq chapitres, Daniel Cordier revient sur les grandes lignes de sa vie : sa jeunesse, entre l'influence de ses grands-parents, le catholicisme et l'Action française, puis arrive la Guerre et l'écoute du discours du maréchal Pétain le 17 juin 1940, sa décision de continuer la lutte alors qu'il se trouve dans le Béarn, son départ de Bayonne en direction de l'Angleterre, son engagement dans la « Légion de Gaulle » alors qu'il n'a pas encore 20

de douze historiennes et historiens, dont certains sont membres du conseil scientifique de la Fondation de la France Libre (Sébastien Albertelli, Julie Le Gac), essaie de voir comment ces femmes appréhendent la montée du nazisme. Puis arrivent la Drôle de Guerre et le traumatisme de la défaite en 1940 qui amènent aux premiers engagements. Dès les premiers mois, dans ce que l'on appelle la proto-résistance, les femmes sont à l'initiative, s'engagent et ont des rôles non négligeables dans les premiers réseaux, alors qu'elles sont effacées dans les principaux tableaux d'organisation de la Résistance. Grâce aux parcours de Mila Racine et de Simonne Mathieu, l'ouvrage revient également, respectivement, sur l'histoire de l'Armée juive et du Corps des Volontaires françaises. S'engager, c'est braver les interdits mis en place par les Allemands et le régime de Vichy, mais aussi les valeurs patriarcales. Avec l'invasion de la zone Sud en 1942, la traque des résistants s'intensifie, en parallèle de l'escalade de la violence, la répression et les arrestations. L'ouvrage revient également sur la vie quotidienne des femmes dans la guerre, leur place en tant que mère de famille, leurs actes de résistance face aux crises alimentaires (manifestation du 31 mai 1942), ou encore leurs rôles auprès des blessés (nous pouvons penser ici à Renée Davelly et ses *Cake du blessé* en Égypte). En 1944, tandis que la Libération se profile à l'horizon, les arrestations et les déportations vers l'Allemagne ne cessent de continuer. Geneviève de Gaulle et Mila Racine en font partie, au sein du convoi du 31 janvier, mais toutes ne reviendront pas, à l'image de Mila, décédée en 1945. Cette dernière année de guerre est le début d'une nouvelle vie pour les femmes : l'heure est à la reconstruction, et ce, à tous points de vue (morale, sociale, politique...). Le livre termine par se questionner sur les traces mémorielles laissées par ces femmes résistantes, 80 ans après la fin du conflit.

Pour aller plus loin, le lecteur pourra se référer à une adaptation télévisée du podcast et de l'ouvrage. En quatre épisodes de 40 minutes, diffusés initialement sur France 5, le documentaire est toujours disponible sur le site de France.tv.

### Les Résistantes

Philippe Collin

Albin Michel, France inter, avril 2025, 448 p., 25,90 €

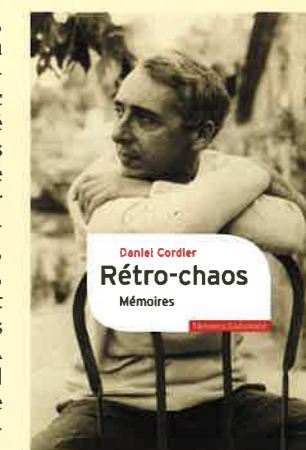
ans, son affectation au BCRA en 1941, son parachutage près de Montluçon le 26 juillet 1942 et sa première rencontre, quelques jours plus tard, avec celui que l'on appelle Rex, en réalité Jean Moulin. S'ensuivent de multiples péripéties jusqu'à l'arrestation de ce dernier en juin 1943, mais sans pour autant que cela n'entrave son engagement. Pourchassé par la Gestapo, Daniel Cordier s'évade en Espagne, passe quelques temps interné et rejoint l'Angleterre en 1944. Ses premières relations avec les archives du BCRA ont lieu dès la fin de la guerre lorsqu'il les dépouille afin de rédiger le Livre blanc du BCRA, travaille dirigé par Stéphane Hessel. Puis les années d'après-guerre riment avec la mise à distance de sa vie de résistant afin de se consacrer à l'Art, dont le goût lui a été donné par Jean Moulin. L'ouvrage se termine par une réflexion autour de son rapport à l'histoire et à la mémoire, le suivant pas à pas dans son parcours d'historien puis de mémorialiste.

Ce *rétro-chaos*, préfacé, établie et annoté par l'historienne Bénédicte Vergez-Chaignon, constitue un très bel ouvrage et une première approche de qualité afin de se plonger dans la vie de Daniel Cordier. Le lecteur souhaitait approfondir les éléments évoqués tout au long de ce livre pourra se référer à son ouvrage phare *Alias Caracalla* paru en 2009 chez Gallimard, ainsi qu'aux deux derniers livres parus après sa mort *La Victoire en pleurant* (2021) et *Amateur d'Art* (2024).

### Rétro-chaos. Mémoires

Daniel Cordier

Gallimard, janvier 2025, 367 p., 22 €



DÉCÈS

**BONOPERA Enzo (FFL, Cadet de la France Libre, 2<sup>e</sup> DB), le 1<sup>er</sup> juillet 2025 à Evian-les-Bains (74)**  
**NEDELEC Jean-Louis (FFL, BM 10), le 30 avril 2025 à Sète (34)**  
**PIGNON Alain (FFL, FAFL, 3<sup>rd</sup> SAS), le 30 juin 2025 à Saint-Gervais-les-Bains (74)**



Jean-Louis Nedelec le 18 juin 2024 à Montpellier, salué par le Préfet de l'Hérault François-Xavier Lauch et le maire de Montpellier Michaël Delafosse (coll. Famille Poignard)



Alain Pignon en septembre 2022 à Sennecey-le-Grand avec des parachutistes du 1<sup>er</sup> RPIMA (coll. AFPSAS)



Enzo Bonopera en 2022 pour les commémorations du 8 mai (DR)

**Décès de Louis Briens, délégué du Finistère, section Douarnenez**

La Fondation de la France Libre a appris avec tristesse le décès de Monsieur Louis Briens, délégué départemental du Finistère, section Douarnenez. Né le 13 mai 1935 à Derval (44), Louis Briens a partagé son enfance entre sa ville natale et Douarnenez, dans l'appartement familial au-dessus de l'usine Audren au Guet. Il réalise ses études à Rennes puis à Angers, à l'École Supérieure de Commerce. En 1955, à 20 ans, Louis Briens part pour le service militaire, d'abord à Saint-Maixent, au Bataillon EOR (Elèves officiers de réserve), puis à Soissons au 68<sup>e</sup> BIP avant d'être affecté en Algérie au 129<sup>e</sup> RI, dans la région d'Oran, d'où il gardera de douloureux souvenirs et quelques médailles pour acte de bravoure.

De retour à Douarnenez en 1958, Louis Briens se marie avec Marie-Annick Le Ray-Chancerelle. Trois enfants naîtront de leur union. Il entre dans l'usine familiale Audren et en assure la direction jusqu'en 1974. En parallèle, Louis Briens participe activement à la vie publique de Douarnenez comme conseiller municipal, puis 1<sup>er</sup> adjoint, entre 1965 et 1971. A partir de 1975, il poursuit sa carrière professionnelle chez D'Aucy et Carnaud Metal Box avant de prendre sa retraite en 1995 à Douarnenez.

Ces 30 dernières années ont été marquées par un fort engagement notamment auprès d'Alexis Le Gall pour préserver la mémoire et les valeurs de ceux qui ont assuré notre liberté il y a tout juste 85 ans. Délégué de la Fondation de la France Libre pendant de nombreuses années il contribuait à faire perdurer leur mémoire et notamment celle de sa famille, dont Jean Le Ray (parti de Douarnenez vers l'Angleterre le 19 juin 1940), Yvonne Le Ray (Résistante du réseau Johnny) et Victor Audren (FNFL).

Louis Briens était médaillé militaire, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Croix de la Valeur Militaire, Croix du Combattant. Son inhumation a eu lieu le 24 juin 2025 à Douarnenez. La Fondation de la France Libre présente ses plus sincères condoléances.

Merci à Michel Balannec pour l'ensemble de ces informations.

**Bir Hakim... L'Authion**

Le 3 mars 2025, Georges Vendriesse, né en juillet 1923, dernier survivant du 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie, a eu la joie de recevoir la Légion d'honneur à la préfecture de Côte-d'Or. En 1943, convoqué pour le STO, il se cache et entre dans la Résistance à Fontaine-Française en Bourgogne. Au cours de la Libération, il s'engage au sein de la 1<sup>re</sup> DFL à la suite du prêtre de sa commune. Georges Vendriesse est présent à Strasbourg, Obenheim et l'Authion où il est blessé dans l'accident de son véhicule militaire. Cette décoration survient quelques semaines après celle reçue par André Bon à Lyon.

Le 24 mars, s'est tenue l'Assemblée générale du Comité d'entente du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris qui nous soutient dans nos commémorations à la stèle du général Brosset, sur le pont Bir-Hakeim et à la stèle du général Koenig.

Le 2 avril, les travaux du CNRD du rectorat de Haute-Marne ont été présentés à l'ensemble du jury du concours. Les élèves ont, une nouvelle fois, fait preuve d'une richesse remarquable vis-à-vis des connaissances et de la créativité.

Le 11 avril, Assemblée générale de la dernière amicale de la 1<sup>re</sup> DFL à Dijon (Côte-d'Or), en présence de Monsieur Vendriesse. L'ordre du jour incluait les cérémonies locales ainsi que la jonction à Nod-sur-Seine.

Le 6 mai, inauguration du « Belvédère Frédéric Russo », libérateur de la ville de Hyères avec la 1<sup>re</sup> DFL. La cérémonie s'est tenue en présence de Monsieur Jean-Pierre Giran, maire de Hyères, et de la Mission Libération du Var, ainsi que des « amis de Port Cros ».

Discours prononcé par Madame Marie-Hélène Châtel, déléguée à la Mémoire de la 1<sup>re</sup> DFL : « Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités.

Un homme qui a su échapper au nazisme est devenu combattant de la 1<sup>re</sup> Division Française libre. Frédéric Russo, un homme qui, par ses écrits, a su relater ses hauts faits dès la fin décembre 1941, lorsque la première Brigade Française Libre quitta la Syrie pour rejoindre la VIII<sup>e</sup> armée britannique en Libye. Un homme qui fit partie du Régiment d'artillerie.

Je cite Frédéric Russo : *Notre régiment, sous les ordres du commandant Laurent-Champrosay est "mixte", c'est-à-dire composé d'européens et d'indigènes en provenance des colonies d'Afrique noire*

*Camerounais, Congolais, Gabonais, Sénégalais. Ce 1<sup>er</sup> janvier 1942, nous réveillonnons en plein désert du Sinaï. Sitôt arrivés au puits de Bir Hakeim, nous devenons terrassiers. Il y a des pelles et des pioches pour tout le monde. Nous enterrons les véhicules, creusons des "circulaires pour nos 75 dépourvus de flèche ouvrante. Puis nous aménageons des abris individuels. L'ennemi, de son côté, s'est arrêté ; sans doute afin de rétablir ses lignes de ravitaillement. »* Frédéric Russo relate ce que fut Bir Hakeim, l'héroïsme de ces hommes sous les ordres du général Pierre Koenig.

*Il y aura bientôt 83 ans : "On m'appelle. Je sors de mon trou. On te cherche partout, dépêche-toi, on s'en va On s'en va ? Vite une musette, un choix : Qu'emporter ? Que laisser ?*

*Un moment d'hésitation pour mes papiers personnels. Engagé sous mon vrai nom, Frédéric Russo, avec mon prénom francisé, je regrette maintenant de ne pas avoir choisi, à l'instar de certains de mes camarades, un nom de guerre. Jean, mon frère cadet, est en Écosse, ma sœur Ann à Londres – mais les parents sont restés au pays, en Autriche, et je crains pour eux. Les jours précédents ont vu la destruction de tout ce qui permettrait mon identification, sauf mon Pay-Book gardé en souvenir et le Livret Militaire, venu le remplacer. Un moment d'hésitation, puis les deux documents entre les pages d'un vieux magazine, trouvent place sous ma chemise. J'aviserai au dernier moment. Musette en bandoulière, le mousqueton à la bretelle, je cours vers la tente du Capitaine, ou ce qu'il en reste. Il y a déjà du monde.*

*Le Capitaine demande aux conducteurs d'amener les véhicules pouvant rouler. Vite au tracteur : pas de démarreur, pas de courant. Du verre brisé, des éclats par-ci-par-là. J'enlève la tête du Delco, l'écrase. Le doigt de distribution dans ma poche, je le jeterai plus loin. Pour bonne mesure, un peu de sable dans le cache-culbuteurs, idem dans le carter par le trou de la jauge d'huile ».*

Frédéric Russo ne s'arrêta avec ses exploits à Bir Hakeim, il participa à la campagne d'Italie, puis au débarquement en Provence. Courage, conviction, ténacité à vous Frédéric Russo ».

Le 10 mai, journée de la Liberté organisée par la municipalité de Kogenheim (Bas-Rhin) et consacrée aux unités libératrices de la commune en 1944 : 1<sup>er</sup> RMSM et 13<sup>e</sup> Génie (2<sup>e</sup> DB), 24<sup>e</sup> bataillon de marche (1<sup>re</sup> DFL). A 10 heures, hommage rendu au carré militaire où chacun s'est positionné derrière une tombe. La municipalité a accueilli la 1<sup>re</sup> DFL et la 2<sup>e</sup> DB avec chaleur et dynamisme. A 15 heures, visite guidée à la nécropole de Sigolsheim. Les Compagnons de la Libération de la nécropole furent mis en exergue à l'aide de panneaux sillonnant la nécropole décrivant leurs par-cours : Mohamed bel Hadj (22<sup>e</sup> BMNA), Imre



Cérémonie au carré militaire de Kogenheim, le 10 mai 2025 (coll. Marie-Hélène Châtel)

Kocsis (13<sup>e</sup> DBLE). Un hommage tout particulier a été réalisé pour le 22<sup>e</sup> BMNA.

Les 17 et 18 mai 2025, Assemblée générale nationale des fusiliers-marins commandos à Brest. Une attention toute particulière pour le 1<sup>er</sup> RFM et Hubert Amyot d'Inville, Compagnon de la Libération.

Le 18 mai, à la Pointe Saint-Mathieu, la mer fut bénie après la messe. Une attention pour ceux qui périrent à Mers el-Kébir. Un monument est en cours d'achèvement dans la rade de Brest, le seul et unique où les 1 295 morts seront inscrits.

Le 20 mai, le colloque mémoriel « Les oubliés de la victoire : Monsabert, l'armée d'Afrique, la 1<sup>re</sup> DFL » s'est tenu à l'Hôtel du département des Bouches-du-Rhône (Marseille). Bernard François Michel et François Broche sont notamment intervenus pour parler de la 1<sup>re</sup> DFL. Ce colloque, très enrichissant, a permis de rappeler le rôle singulier qu'a joué la division et l'importance du travail de mémoire.

Le 27 mai 2025, à Colombey-les-Deux-Églises, a été organisée la remise des prix du CNRD. La date coïncidait avec l'anniversaire de la première réunion du Conseil national de la Résistance, le 27 mai 1943. Près de 240 lycéens, collégiens et détenus ont participé au concours 2024-2025. Madame la Préfète de la Haute-Marne a chaleureusement remercié les participants et confirmé « faire vivre notre projet collectif qui a permis de pardonner sans doubler ». Quatre jeunes ont lu, avec elle, le message du Gouvernement dédié à la journée nationale de la Résistance. Au total, ce sont trois travaux collectifs ont été retenus pour être soumis au jury national.

Enfin, la route de la 1<sup>re</sup> DFL s'est poursuivie et de nombreuses rencontres ont été organisées avec différentes municipalités. La Mémoire de la 1<sup>re</sup> DFL prépare le 83<sup>e</sup> anniversaire de la fin des combats à Bir Hakeim le 11 juin à Paris, puis le voyage mémoriel des combats de l'Authion, du 23 au 27 juin 2025.

Vive la 1<sup>re</sup> DFL

**Marie-Hélène Châtel**  
 Déléguée à la Mémoire de la 1<sup>re</sup> DFL



Inauguration du Belvédère Frédéric Russo à Hyères, le 6 mai 2025 (coll. Marie-Hélène Châtel)

Grande-Bretagne

Cérémonie au Lycée Français Charles de Gaulle, le 8 mai 2025

Le 8 mai 2025, au Lycée français Charles de Gaulle à Londres, s'est tenue une cérémonie sur le thème « 80 ans de la Liberté et de la Paix en Europe ». Une graine avait été semée en novembre 2024 lorsque l'idée de planter un arbre avait été suggérée au Contre-Amiral Luc Raynal. La graine a germé et un bel arbre, cerisier du Japon, a été planté au Lycée le 8 mai, à 11 heures 30.

Ce projet proposé et organisé par Brigitte Williams, déléguée de la Fondation de la France Libre, avec la participation de Thomas Liaudet, délégué du Souvenir Français en Grande-Bretagne, a été soutenu par les représentants militaires de l'ambassade et approuvé par la proviseure du Lycée. Mme Bellus-Ferreria, proviseure du Lycée Charles de Gaulle, nous a accueillis dans l'entrée du Lycée, avant que le député Vincent Caure et Luc Raynal prononcent chacun des discours illustrant le symbole de cette date importante. *La Marseillaise* a été chantée par des élèves du Lycée donnant ainsi un aspect solennel à cette cérémonie.

Étaient présents Samer Melki, Consul général, Stéphane Foin, conseiller culturel adjoint, Patri-

cia Connell, présidente du Conseil Consulaire de Londres, Odile Prévôt, présidente de la FAFGB, Guy Audibert, président des vétérans AMAC, Simon Horsington, vice-président de l'AFHG, présidents d'associations et amis fidèles. Chacun a pu déposer du terreau dans le grand pot qui contenait le beau cerisier. Ainsi l'assistance a pu participer à la cérémonie. Le

Symbole de l'arbre a été apprécié par toutes et tous, le symbole de la Vie qui continue ! Vive la Liberté et la Paix...

**Brigitte Williams**  
Déléguée de la Grande-Bretagne



Cérémonie pour les « 80 ans de la Liberté et de la Paix en Europe », le 8 mai 2025 au Lycée Charles de Gaulle, à Londres. Un cerisier du Japon a été planté à cette occasion (coll. Brigitte Williams)

Hauts-de-Seine



Dévoilement de la plaque en hommage au Major Francis Suttill, le 24 mars 2025, rue Mazagran (coll. Michel Kempf)

Cérémonie du SOE, rue Mazagran, à Paris

Le 24 mars 2025, à l'invitation du Président de la Fédération Nationale Libre Résistance, je représentais la Fondation de la France Libre à l'inauguration de la plaque, située au 18 de la rue Mazagran, en hommage au Major Francis Suttill. Chef du réseau action PROSPER-PHYSICIAN du SOE, créé en 1940 pour soutenir la résistance en Europe, le Major Suttill a séjourné à cette adresse jusqu'à son arrestation par les Allemands, le 24 juin 1943. Il fut déporté au camp de concentration de Sachsenhausen et exécuté le 23 mars 1945. La cérémonie a également été marquée par la présence de l'attaché militaire de l'Ambassade de Grande-Bretagne en France.

Cérémonies du 8 mai à Asnières-sur-Seine

Le 8 mai 2025, deux cérémonies se sont tenues à Asnières-sur-Seine. La première cérémonie a été organisée pour rendre hommage à Léon Ougloff, pilote du Normandie-Niemen, décédé en 1947, Raymond Deleule, résistant, Compagnon de la Libération, décédé en 1961, et aux 19 fusillés de la ville. C'est en présence d'élus de la ville, de jeunes du SNU, des représentants du comité du Souvenir Français, que le cortège cheminait dans les allées du cimetière pour fleurir les différentes tombes.

A la fin de la cérémonie, l'ensemble des participants ont rejoint la seconde cérémonie organisée par la municipalité.



Michel Kempf et les jeunes du SNU pour la cérémonie du 8 mai 2025 (coll. Michel Kempf)

Michel Kempf

Jura

Remise des prix du Concours National de la Résistance et de la Déportation à Lons-le-Saunier

Mercredi 21 mai 2025, au salon Matet de la préfecture du Jura, s'est tenue la remise des prix du CNRD, dont le thème de l'édition 2024-2025 portait sur « Libérer et refonder la France (1943-1945) ». Sous la présidence de M. Pierre-Edouard Colliex, préfet du Jura, en présence de M. Michel Bodin, président du CNRD 39, de M. Fabien Ben, directeur académique, de la directrice adjointe de l'ONaCVG 39 représentant Mme Isabelle Oula, directrice, du lieutenant-colonel David Bernasconi, délégué militaire du Jura, des élus, des représentants d'associations patriotiques et fondations de mémoire, délégué du Jura de la Fondation de la France Libre, des présidents de l'Ordre de la Légion d'honneur et la présidente de l'ordre national du Mérite. Plusieurs porte-drapeaux étaient présents dont M. Vital Godin, fils de Français Libre, porte-drapeau FFL du Jura.

Cette édition a été un grand succès, 360 élèves ont participé, ainsi que 16 établissements publics et privés. Le délégué du Jura de la Fondation de la France Libre, M. Bruno Raoul a remis le premier prix en devoir individuel des lycées, à Arthur Froissard, du lycée Paul-Emile Victor de Champagnole. Puis successivement, plusieurs prix ont été remis.

M. Guy Politano, dans son introduction, a remercié l'ONaCVG du Jura, le Souvenir Français et la Fondation de la France Libre pour leur dotation en lots pour les lauréats, les professeurs, les chefs d'établissements et les élèves. M. Bruno Raoul a distribué en supplément quelques livres sur l'épopée de la France Libre, avec l'association des Amis de la France Libre du Jura.

Cette cérémonie a été ponctuée par le Chant des Partisans, la Marche de la 2<sup>e</sup> DB, le Chant des Africains et par l'hymne national *La Marseillaise*.

Puis le préfet du Jura a rendu hommage aux agents de l'État qui ont servi la France au péril de leur vie. Deux figures nous rassemblaient particu-



De gauche à droite : Bruno Raoul, délégué du Jura FFL, le préfet du Jura Pierre-Edouard Colliex, Arthur Froissard du lycée Paul-Emile Victor de Champagnole, Vital Godin, porte-drapeau, Lou Bonnin, Lina Billault du collège Sainte-Marie de Lons-le-Saunier (coll. Bruno Raoul)

lièrement dans la cour de la préfecture : le préfet Alfred Golliard, mis à la retraite d'office par le régime de Vichy, puis entré dans la Résistance avant d'être arrêté le 14 février 1944, torturé et mort en déportation, à Mauthausen en 1944. Egalement l'inspecteur académique du Jura, Charles Grandjeat, arrêté et emprisonné à Lons-le-Saunier, déporté et mort à Dachau en 1945. Les employés de la préfecture du Jura qui ont agi dans la Résistance : Louis Bank, Marc Matet, Raymond Millet (fusillé le jour de la Libération) et Robert Trontin. Allocutions, dépôts de gerbes, *Chant des Partisans* et *La Marseillaise*. Puis après ces deux cérémonies importantes, le préfet nous conviait toute l'assistance au verre de l'amitié.

**Bruno Raoul**  
Délégué du Jura

Compte-tenu de l'inflation, de la hausse des prix des matières premières et des frais de port, l'abonnement annuel à la *Revue de la Fondation de la France Libre* passe de 20 € à 30 €, ceci à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024. En vous remerciant de votre compréhension



**ABONNEZ-VOUS A LA REVUE DE LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE**

Monsieur, Madame \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Ci-joint, règlement par chèque bancaire de :

30 € pour un an (4 numéros)  60 € pour 2 ans (8 numéros)

abonnement de soutien pour un an (à partir de 60 €)

Ci-joint, règlement par chèque bancaire de \_\_\_\_\_ € à l'ordre de la Fondation de la France Libre, à envoyer à l'adresse suivante :

**FONDATION DE LA FRANCE LIBRE - 16 cour des Petites-Écuries - 75010 Paris**

Vous préférez effectuer un paiement par carte bancaire ? Il est possible de s'abonner, au même tarif, dans la boutique en ligne de la Fondation : [www.france-libre.net/shop/](http://www.france-libre.net/shop/).

## COMMUNICATION À NOS CORRESPONDANTS

Les rédacteurs de projets d'articles destinés à la revue qui souhaitent adjoindre à leur texte une ou plusieurs photographies sont priés de suivre les recommandations suivantes :

- Seuls les tirages photographiques et les fichiers numériques seront acceptés pour des raisons de qualité d'impression. Il est inutile de nous adresser des coupures de presse, des photocopies ou des impressions sur papier classique pour vos illustrations.
- En ce qui concerne les fichiers numériques, les auteurs doivent bien faire attention à nous adresser un fichier grand format, c'est-à-dire au minimum de 300 dpi (dots per inch) ou ppp (points par pixel), en particulier pour les photos de petite taille, comme les photos d'identité. Les clichés de moins de 100 ko auront un mauvais rendu à l'impression.
- N'oubliez pas d'indiquer la légende que vous souhaitez voir figurer et le nom de l'auteur du cliché (crédit photo).

Pour tout renseignement, vous pouvez contacter la rédaction par téléphone au 01 53 62 81 84 ou par courriel à [documentation@france-libre.net](mailto:documentation@france-libre.net).

La rédaction

## L'accès à la Fondation

Le siège de la Fondation de la France Libre est installé au rez-de-chaussée du 16, cour des Petites-Écuries, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement. On y accède au nord par le passage des Petites-Écuries, entre le 15 et le 17 de la rue des Petites-Écuries, à l'est par le n° 63 de la rue du Faubourg-Saint-Denis, au sud par le n° 20 de la rue d'Enghien.

Pour y parvenir, plusieurs moyens de transport sont à votre disposition :

- en métro par les stations Château d'eau (ligne 4), Strasbourg-Saint-Denis (lignes 4, 8 et 9) et Bonne-Nouvelle (lignes 8 et 9) ;
- en bus par les stations Château d'eau (bus 32, 38 et 39), Strasbourg-Saint-Denis (bus 38 et 39), Porte-Saint-Denis (bus 20), Faubourg-Saint-Denis et Hauteville (bus 32), Petites-Écuries (bus 39) et Poissonnière-Bonne-Nouvelle (bus 20 et 39).

Des possibilités de stationnement sont à la disposition des automobilistes au n° 6 de la rue d'Hauteville, au n° 7-9 rue des Petites-Écuries, au n° 107 de la rue du Faubourg-Saint-Denis, au 16, rue Sainte-Apolline, au n° 5-7 et au n° 54 de la rue du Faubourg-Poissonnière.

## Les archives de la France Libre

Plusieurs risques menacent la pérennité des archives privées de la France Libre : la dégradation matérielle des documents, souvent conservés sur un support fragile qui craint la lumière, la chaleur et l'humidité ; la dispersion des fonds d'archives par manque de place ou du fait de la multiplicité des ayants droit ; parfois la destruction quand la transmission n'a pu être assurée ; l'utilisation lucrative par des générations de détenteurs ayant perdu le lien affectif qui liait leurs parents aux documents ; le détournement par des personnes pouvant utiliser ces documents dans des conditions qui n'offrent aucune garantie quant au respect des règles de la méthode historique.

Pour prévenir ces risques, les services d'archives publics du ministère de la Culture et du ministère de la Défense offrent des garanties en matière de conservation, de mise en valeur historique et de communication aux chercheurs respectueux du cadre légal.

La cession de votre fonds d'archives peut faire l'objet d'un don, précisant les conditions de consultation et laissant au donateur un droit d'accès permanent à son fonds, ou d'un dépôt qui ne comprend pas de transfert de propriété.

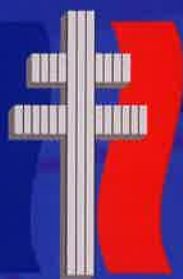
Si vous souhaitez plus d'informations, vous pouvez consulter le Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation, disponible sur le site de la Fondation sur :

[www.francelibre.net/les-archives-de-la-france-libre](http://www.francelibre.net/les-archives-de-la-france-libre)

Vous pouvez également contacter le responsable des recherches historiques par courrier à l'adresse de la Fondation de la France Libre : 16 cour des Petites-Écuries 75010 Paris, par courriel à [documentation@france-libre.net](mailto:documentation@france-libre.net) ou par téléphone au : 01 53 62 81 84 du lundi au jeudi de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30, et le vendredi de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 15 heures.

La rédaction





# La Fondation vous accueille

## Le centre de documentation et de recherches

La Fondation conserve les archives de l'Association des Français Libres et d'un certain nombre d'amicales affiliées, ainsi que des documents et un ensemble de photographies de la période de la France Libre. Elle a vocation à accueillir des archives nouvelles provenant d'acquisitions ou de dons de particuliers, à les conserver et à les mettre à la disposition des chercheurs.

La bibliothèque regroupe plus de 2 500 volumes sur l'histoire de la France Libre, des Français Libres et de la Seconde Guerre mondiale, dont un certain nombre de publications de la période de la guerre.

Le centre de documentation et de recherches est accessible sur rendez-vous. Pour consulter les archives et/ou accéder à la bibliothèque, vous devez prendre contact avec Jérôme Maubec par téléphone au 01 53 62 81 84 ou par courriel à [documentation@france-libre.net](mailto:documentation@france-libre.net)



Vue du centre de documentation  
(© Serge Le Manour).

## Les salles de réunion

Le siège de la Fondation compte deux salles de réunion. La première, avec ses 21 m<sup>2</sup>, peut recevoir une quinzaine de participants. La seconde dispose d'une surface d'environ 75 m<sup>2</sup> avec une capacité d'accueil d'une soixantaine de personnes et des possibilités de vidéo-projection.



La salle de réunion extérieure  
(© Serge Le Manour).



La salle de réunion intérieure  
(© Serge Le Manour).



L'espace d'exposition  
(© Serge Le Manour).

## L'espace d'exposition

Un espace aménagé permanent, destiné à accueillir des expositions temporaires, est installé dans le hall du siège de la Fondation. Il peut accueillir des panneaux et des bornes interactives, et des vitrines sont à disposition afin de recevoir des objets.



L'espace d'exposition et le présentoir de la boutique (© Serge Le Manour).

## La boutique

Installée dans le hall d'accueil du siège de la Fondation, elle accueille un ensemble de livres, de DVD et d'objets (insigne, médaille commémorative, carte de vœux, cravate...) en rapport avec l'histoire de la France Libre ou la Fondation.



Pour tout renseignement sur les salles de réunion,

L'accueil de la Fondation et de la boutique  
(© Serge Le Manour).

l'espace d'exposition ou la boutique, vous pouvez contacter Mariette Buttin par téléphone au 01 53 62 81 82 ou par courriel à [contact@france-libre.net](mailto:contact@france-libre.net).